PARTI SOCIALISTE
Convention nationale des 14 et 15 décembre 1996
Noisy-le-Grand

Samedi 14 décembre 1996 (Matinée)

Sommaire
Le président (Alain Richard) 1
Michel Pajon 1
Serge Méry 3
Henri Emmanuelli 5
Christian Martin 17
Daniel Vaillant 19
Catherine Trautmann 21
Vincent Peillon 24
Géraud Guibert 26
Gérard Filloche 28
Jean Poperen 31
Benoît Hamon 33
Sabrina Salvi 35
Christophe Clergeot 37
Christian Pierret 39
Dominique Strauss-Kahn 41
Yvette Roudy 45
Ahmed Gayet 47
Bruno Leroux 49

La séance est ouverte sous la présidence de Véronique Neiertz et Alain Richard.

Le président (Alain Richard)
Chers camarades, on est à peu près à l'heure où l'on devait commencer les travaux, beaucoup de copains souhaitent intervenir, je vous propose donc qu'on entame les travaux de la Convention sans tarder.
On va demander à notre ami Michel Pajon, Député de la Seine Saint-Denis et Maire de Noisy-le-Grand, de prononcer la traditionnelle intervention d'accueil.

Michel Pajon
Mesdames et Messieurs, chers camarades,
Permettez-moi de vous dire avant toute chose que je suis heureux et fier de vous souhaiter à tous la bienvenue à Noisy-le-Grand pour cette troisième Convention du Parti Socialiste. Je suis heureux et fier et que nous nous inscrivions dans l'histoire de ces villes de Seine Saint-Denis, aux côtés d'Epinay et du Bourget

Fondation Jean-Jaurès

qui furent des lieux de Congrès et de rassemblement pour notre Parti.
Noisy-le-Grand était, voici encore dix-huit mois, une ville de droite laissée en friche par une classe politique irresponsable et tout entière absorbée par ses propres affaires. Sixième commune la plus endettée de France, Noisy connaissait aussi les troubles de nombre de quartiers de banlieue, les incertitudes des villes livrées à elles-mêmes, au hasard de la conjoncture, sans perspective d'avenir ni projet pour le présent.
Au-delà de ce que nous y avons fait et de ce que nous y ferons, Noisy est aussi une ville très agréable. C'est un petit village en bord de Marne, adossé à la plus forte des villes nouvelles, porteuse du projet trop souvent repoussé de rééquilibrage à l'est de l'Ile-de-France.
Noisy-le-Grand compte aujourd'hui 1 500 entreprises, elle pourrait en compter près du double demain. Noisy-le-Grand rassemble 60 000 habitants, elle pourra en accueillir 20 000 de plus. Ville jeune, dont 40% de la population a moins de 25 ans et 70% moins de 40 ans, ville citoyenne de près de 400 associations, ville d'avenir qui abrite l'Université de Marne-la-Vallée et plusieurs grandes écoles nationales, Noisy est ainsi une grande ville que toute l'équipe qui m'accompagne est fière d'avoir rendue à la gauche. (applaudissements)
Je suis également heureux de vous recevoir aujourd'hui car je suis l'un de ces Socialistes qui furent longtemps perçus comme en marge, peu en phase avec ce que faisait leur Parti et qui se sentent désormais parfaitement à l'unisson d'une famille enfin reconstituée autour d'un vrai projet, remobilisée et unie pour l'action.
La plus grande de mes fiertés est que ce soit cette Convention précisément qui se déroule à Noisy aujourd'hui. Ce n'est pas nier l'apport des deux Conventions Nationales qui ont précédé celle-ci, ce n'est pas nier non plus le chemin qui nous reste à parcourir d'ici mars 1998, mais nous savons tous que cette Convention est cruciale, qu'elle marquera soit la fin de l'espoir du renouveau que les français ont placé en nous, soit un tournant essentiel dans l'histoire de notre Parti.
C'est espoir, c'est aujourd'hui toi, Lionel, qui le dessine à travers un projet de société qui nous rassemble, mais qui rassemble aussi bien au-delà des appartenances partisanes. C'est une alternative proposée à nos concitoyens face à une droite en perdition qui avoue au grand jour son mépris des promesses et la gravité de ses divisions. C'est une volonté forte, progressive mais résolue, de défendre la réduction du temps de travail comme un moyen de créer des emplois, mais plus encore (et je sais le poids de ces mots pour tous les Socialistes) de changer la vie. C'est une réponse que nous apportons aux jeunes, aux femmes et aux hommes de ce pays qui, prêts à nous choisir contre la droite, doivent pouvoir demain nous choisir pour ce que nous sommes et pour ce que nous voulons construire.
Cet espoir, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas le décevoir à nouveau. Nous devons le satisfaire en ayant à l'esprit, me semble-t-il, trois exigences :
- d'abord, il nous faut créer des emplois, car notre capacité à y réussir mesurera la pertinence de notre projet global. Ce n'est pas nouveau, mais c'est aujourd'hui décisif.

Fondation Jean Jaurès

Lors des dernières élections législatives, les français nous ont sanctionnés sur le terrain de la politique économique et sociale mais plus particulièrement sur celui de l'emploi. L'usure des hommes et les conditions d'exercice du pouvoir n'ont sans doute été que le catalyseur d'une crise plus profonde qui mettait le Socialisme français en face de ses responsabilités et de son incapacité à endiguer le chômage et la précarité sociale.
- ensuite, et c'est la deuxième exigence, il nous faut répondre aux attentes de ceux qui cherchent en vain dans les partis politiques une solution proposée à leurs inquiétudes quotidiennes. En effet, le Parti Socialiste ne doit pas être le parti des seuls exclus ou plus encore des seuls cadres. Il doit être aussi celui de tous ceux qui sont fragilisés, mis en situation d'échec, à qui notre société n'offre plus rien d'autre que l'image d'un avenir qui leur est fermé à eux-mêmes comme à leurs enfants et qui peuvent chercher un refuge dans des solutions extrêmes. Cette reconquête sociale est la condition suffisante et évidemment nécessaire de notre reconquête politique.
- enfin, et c'est la troisième exigence, à quoi bon prendre le pouvoir si ce n'est pour affronter l'injustice sociale ? Nous le savons, il n'y a pas de Socialisme possible sans redistribution, il n'y a pas de Socialisme sans égalité des chances, il n'y a pas de Socialisme sans une vraie politique de la ville, il n'y a pas de Socialisme sans solidarité effective, perçue et concrète, entre les villes, entre les générations, entre les hommes et les femmes de ce pays.
Mes camarades, notre Parti est rénové, il est déterminé. Que la Convention de Noisy alimente nos espoirs, réponde à l'attente des français et nous mobilise chacun. Alors, je pourrai dire, ma vie durant, qu'ici, à Noisy, s'est tenue la Convention du renouveau du Parti Socialiste.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Véronique Neiertz - Nous allons demander à Henri Emmanuelli de venir à la tribune et passer la parole au Premier Secrétaire Fédéral de la Seine-Saint-Denis, Serge Méry.

Serge Méry

Mes chers camarades, c'est avec beaucoup de plaisir que le Premier Secrétaire Fédéral de Seine Saint-Denis vous accueille à Noisy-le-Grand.
Michel Pajon, Député-Maire de la commune, a eu l'occasion de rappeler les circonstances du combat difficile et long qui nous amena à la victoire dans cette ville. Celle-ci, comme celle de Clichy-sous-Bois ou Villepinte, tout comme l'amélioration de la situation du Parti dans toutes les villes de gauche du Département, a permis au PS de retrouver son assise et de se placer en très bonne situation pour préparer l'avenir.
Cet avenir, construit sur un socle plutôt solide (1 600 militants qui se remobilisent, une base électorale de 52% réalisés par Lionel aux élections présidentielles), cet avenir donc, nous le voyons ici avec un certain optimisme.
Mes camarades, ici peut-être plus qu'ailleurs, la politique menée par le couple

Fondation Jean-Jaurès

Chirac-Juppé est rejetée. Avec 130 000 chômeurs, avec un système scolaire en danger, avec des budgets communaux au bord de l'asphyxie, avec des taches de paupérisation qui s'élargissent dangereusement, la Seine Saint-Denis ne croit plus depuis longtemps aux lendemains qui chantent, aux promesses oubliées du candidat Chirac.
Mais tout n'est pas dur pour tout le monde dans cette belle région touristique ! Nous avons les fastes des monuments historiques et nous avons également le cœur du système RPR, avec d'autres monuments dans un autre genre : les HLM des Hauts-de-Seine, l'affaire Pacary, les frasques de la famille Tibéri, l'affaire Cassetta, les HLM de Paris.
Les habitants sont dégoûtés, cette droite qui a mis à sac une région capitale minée par l'affairisme. Cette classe RPR se sert de la politique et handicape toute la région Ile-de-France. Elle est rejetée par la population comme elle l'a été à Noisy-le-Grand. Les habitants ont besoin des Socialistes, et de nouveau, encore timidement parfois, ils viennent nous le dire. Aujourd'hui comme François Mitterrand avait su le faire hier, Lionel Jospin a redonné un horizon aux Socialistes, étape après étape, les militants ont reconstitué la principale formation d'une gauche qui se dynamise, qui retrouve le goût de la lutte, qui donne confiance, qui sera bientôt prête à gérer les affaires de ce pays, qui n'a jamais connu autant d'injustices, et qui jamais n'a été aussi prête d'exprimer une immense colère sociale.
Nous sentons dans ce département ouvrier où beaucoup sont déracinés, fragiles, nous sentons renaître l'espoir peu à peu chez nos concitoyens qui constatent notre détermination et la justesse de nos propositions.
L'opinion bascule et ce n'est certes pas la dernière prestation télévisée de Jacques Chirac qui répondra à la grande désillusion, ce qui est sûr c'est que le Socialisme n'était pas né en 1981 mais il n'était pas mort en 1996.
Il est un projet que nous construisons tous ensemble, il est le fruit d'idées, de valeurs, de femmes et d'hommes, Jaurès, Blum, Mendès-France, Mitterrand, chacun y a déposé sa pierre, nos leaders y apportent aujourd'hui leur talent.
Nous avons le sentiment que cette convention nationale marquera une étape importante dans cette reconquête. Le Congrès d'Epinay-sur-Seine a laissé sa trace dans notre grande histoire et depuis nous avons toujours vérifié le bien-fondé de ses orientations, et de la préférence pour l'union de la gauche.
C'était déjà en Seine-Saint-Denis, il y a vingt cinq ans, la convention de Noisy-le-`Grand démontrera qu'une autre politique est possible et laissera aussi son empreinte dans le grand combat de la gauche. Elle indiquera notre volonté de la relance du progrès social, le département de la Seine-Saint-Denis est fier d'être une nouvelle fois le berceau d'où sortira l'espoir, le pôle qui fixera à la gauche et pour longtemps une bonne partie de ses directions et de ses engagements, une vision d'un futur plus ouvert, enfin un avenir pour nos enfants.
Merci à toutes et à tous d'être ici aujourd'hui et bon travail.
(Applaudissements).

Alain Richard - Maintenant nous allons commencer le débat de la convention

par l'intervention d'Henri Emmanuelli qui a coordonné les travaux collectifs de préparation du texte soumis aux débats de la convention aujourd'hui.

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, bonjour.
Mes chers camarades, notre projet s'inscrit dans un contexte, vous le savez toutes et tous, particulièrement difficile, dans un contexte où les français conscients de la gravité de la situation, doutent non seulement de leur gouvernement, mais aussi sans doute un peu de leur avenir.
Et c'est à ce lourd défi, à l'attente considérable de notre pays qui malgré tout, comme tout corps vivant, cherche es raisons de renouveler avec un minimum d'espérance, qu'il nous faut répondre.
Cela implique une thérapie de choc pour sortir de l'immobilisme néfaste dans lequel nous nous enfonçons et repartir en avant, parce que rien ne sera possible sans un minimum de dynamisme qu'il s'agisse de croissance ou qu'il s'agisse de confiance ou d'espérance, les choses étant indissociables. Cela implique des choix précis qui ont été faits et qui constituent la matière même de nos travaux.
Que la situation soit difficile, nul n'en doute, pas même le chef de l'Etat, pourtant si optimiste par nature, et qui, si j'ai bien compris, préférerait changer de pays et de peuple, ce qui paraît improbable, que de politique et de Premier Ministre, ce qui pourtant dépend de son choix.
Accessoirement, je voudrais dire à M. Chirac que lorsqu'on veut promouvoir le dialogue social, comme il nous l'a répété, tout au long de la soirée, on ne commence pas par traiter les syndicalistes de "preneurs d'otages" et de "casseurs". Et qu'en matière de courage, le plus difficile est justement d'avoir le courage de reconnaître que l'on s'est trompé, ce qui ne me paraît compatible avec la nature même de la personnalité qui suscite par ailleurs son admiration, je veux parler du Premier Ministre, au motif justement qu'il serait plein de courage.
Bref, qu'il ne faut pas confondre la morgue et le courage, l'entêtement et la ténacité, l'arrogance et la détermination et que si lui, Président de la République, ne fait pas la différence, les françaises et les français eux la font.
Lui dire enfin que si le pays se montre aussi méfiant par rapport à la réforme, ce n'est pas sans raison, mais tout simplement parce que depuis 1993 on ne cesse de le tromper sur le sujet en baptisant réformes ce qui s'avre en fait être des régressions.
Pour les français réforme voulait dire progrès. Pour la droite réforme veut dire recul, il y a là un énorme malentendu dont les responsables ne me paraissent pas être celles et ceux qui en permanence font les frais de la tromperie, mais plutôt ceux qui avancent masqués derrière les mots. Vous connaissez le dernier en date, "le stage diplômant" parce qu'ils ne peuvent pas afficher une politique qui en réalité a vocation à satisfaire une logique économique au détriment du bien-être social, une minorité au détriment d'une majorité.
Mais revenons à notre sujet, cette France qui va mal, elle va mal d'abord , vous le savez, sur le plan économique. Non seulement nous traversons une crise de croissance, mais n'en déplaise aux puristes de l'analyse j'ai le sentiment qu'elle

se traîne dans une déflation rampante. Je sais que le diagnostic ne fait pas l'unanimité, mais j'observe qu'il gagne du terrain. Une croissance quasiment nulle, si on veut bien la purger de la monté des déficits qui se creusent, et s'avèrent insurmontables parce que vouloir réduire les déficits en croissance c'est se condamner à creuser des trous pour en boucher d'autres. Une évolution des prix qui, expurgée de la hausse des prélèvement, indique une baisse tendancielle des prix industriels qui s'est traduite le mois dernier, vous l'avez lu dans la presse, par un recul bien marqué de l'indice général des prix. Evolution que certains zélateurs du système ont présenté sur toutes les radios comme une sorte de grande victoire. Une évolution stagnante de notre production qui accuse des reculs sérieux dans un grand nombre de secteurs industriels dont certains sont très mal en point. Une détérioration évidente du marché de l'emploi. Quant à la baisse des salaires qui ne serait pas au rendez-vous pour que la déflation soit pleinement justifiée, il est vrai qu'elle n'apparaît pas avec netteté, comme ce fut le cas en d'autres époques de crise, parce qu'il existe aujourd'hui des stabilisateurs puissants comme le SMIC, comme le droit du travail que l'on voudrait d'ailleurs détruire.

Mais si l'on veut bien regarder du côté de la précarité, on la trouve, cette baisse des salaires, et pas à l'état de trace ! De sous-qualification croissante et systématique notamment pour les jeunes en temps partiel imposé, d'emplois occasionnels en emplois intérimaires, d'exonérations de cotisations en CES, de feuilles de paye trafiquées en emplois clandestins, si l'on cherche la baisse des salaires, croyez-moi, mes chers camarades, on la trouve !

ON la trouve beaucoup trop à mon goût, mais pas suffisamment pour celui des partisans du libéralisme pur et dur ! D'où le retour en force du thème de la flexibilité, ce mot que Monsieur Chirac n'aime pas - il devrait d'ailleurs le dire à son Premier Ministre - dont il convient - reconnaissons-lui ce mérite - qu'elle a pour objectif, je le cite "la dégradation de la condition de vie des acteurs sociaux".

Quant à l'excédent du commerce extérieur, dont on nous rebat les oreilles, je constate qu'il ne nous empêche pas de perdre régulièrement des parts de marchés à l'extérieur.

Non, la France ne va pas bien du tout sur le plan économique et c'est pour cette raison, essentiellement, qu'elle va mal sur le plan social.

De cette dégradation, les signes, qu'il s'agisse du chômage, de la précarité, de l'exclusion ou de la forte croissance des inégalités, sont bien connus. Je n'en rappellerai que quelques-uns :

Nous n'avons pas, comme on le dit, 3 700 000 chômeurs mais plus de 5,5 millions si l'on ajoute les 340 000 personnes qui ne travaillent que 70 heures par mois, le million de RMistes dont l'immense majorité cherche un emploi, les 500 000 stagiaires, les 4 à 500 000 SDF, et j'en oublie ! Près de 6 millions de personnes, c'est considérable !

Quant à l'évolution du marché de l'emploi, elle est tout aussi connue : c'est l'explosion de la précarité sous diverses formes. La plupart des emplois créés le sont désormais à titre précaire, et je dirai même à titre tout à fait précaire.

Fondation Jean Jaurès

Le constat est inquiétant, catastrophique et n'étonnera personne ici. Dans nos permanences, partout, en milieu urbain surtout, mais également désormais en milieu rural, la situation se dégrade dangereusement, et nous sommes quotidiennement confrontés à l'inacceptable.
Dans nos écoles, dans nos collèges, il faut aujourd'hui se rendre à l'évidence : tous les enfants ne mangent pas à leur faim, dans notre pays, la France, dont le chef de l'Etat rappelait avant hier qu'elle est la 4ème puissance économique du monde.
Si nous en sommes là, justement, dans la 4ème puissance économique du monde, faut-il que l'inégalité soit revenue en force ?
Elle se manifeste, cette inégalité, dans tous les domaines. Qu'il s'agisse des patrimoines, des revenus ou de l'accès à la culture. Ou encore de l'éducation malgré l'effort considérable fait par la gauche. Mais aussi, dans le domaine de la santé, ou en attendant l'universalité de la Sécurité Sociale, une partie croissante de la population ne se soigne plus faute de moyens.
Inégalité encore entre générations : les jeunes, les enfants et les faibles payent le prix fort. Inégalité entre territoires, entre quartiers riches et pauvres, entre banlieues et quartiers résidentiels.
La gauche peut-elle accepter sans réagir avec force, une réalité qui juxtapose nos lycées et collèges de banlieues dégradées qui s'entourent de grillage de protection et la superbe façade de nos grands lycées prestigieux ?
Dans cette inégalité-là, mes chers camarades, combien de Mozart assassinés, comme aurait demandé M. Antoine de Saint-Exupéry ?
Lionel disait pendant sa campagne présidentielle que la gauche doit aux français une revanche sur l'inégalité ! Le mot n'était pas trop fort. Ce sont nos valeurs, c'est notre spécificité, c'est notre utilité politique, en termes historiques, que nous jouons sur ce terrain-là.
La lutte contre l'inégalité, qui va bien au-delà de l'inégalité des chances sur laquelle certains se replient parfois, est l'élément constitutif le plus précieux de notre identité. La lutte pour la justice sociale, qu'il ne faut pas confondre avec la recherche bostonienne de l'équité, est notre véritable drapeau. Le fanion de la liberté, nous le partageons avec d'autres. Mais le drapeau de la justice sociale n'appartient qu'à nous, surtout depuis que d'autres, à gauche, ont souillé et souillent encore le vieux chiffon rouge de l'égalité. Nous sommes désormais seuls à porter l'aspiration égalitaire qui ne disparaîtra jamais, et nous ne devons en aucune faon l'oublier.
Comment imaginer, dans ces conditions, que la France aille bien sur le plan politique, sauf à faire les autruches ? Comment s'étonner des dérèglements multiples de notre démocratie ? Des pannes de dialogue ? De la montée de la violence sous toutes ses formes ? Comment pourrait-on s'étonner de ce que, sur ce tissu de misère, de violence, de désespérance, le virus de la xénophobie, du racisme proclamé prolifère et infeste nos valeurs républicaines ? Comment ne pas comprendre qu'en contrepartie, par instinct de survie, de défense, la préoccupation de la sécurité, voire l'esprit sécuritaire, ne prennent d plus en plus d'importance. Surtout lorsque, pour couronner le tout, les bombes de l'intégrisme

religieux, marque la plus achevée de l'obscurantisme et de la passion, explosent contre l'innocence ?
Rude épreuve pour un pays, pour un peuple. Rude épreuve aussi pour nos gouvernants au point que Monsieur Bayrou découvre, brutalement, après avoir essayé de lui tordre le cou, les vertus irremplaçables de la laïcité. Venant de lui, nous devons beaucoup nous méfier, mes camarades, et prendre garde à ce que ce regain d'intérêt pour la laïcité ne devienne pas la forme moderne d'une nouvelle croisade !
Oui, la France va mal politiquement parce que cela ne peut pas aller bien sur le plan politique quand cela va mal sur le plan social. La percée du Front National est avant tout la mesure de cette dégradation. Le rejet profond du gouvernement et l'impopularité du chef de l'Etat en est une autre. Mais il y a bien d'autres signes. La passion avance, la raison recule ; l'égoïsme et l'individualisme minent la générosité et rétrécissent la solidarité ; l'incompréhension, le rejet et le refus asphyxient le dialogue ; les replis nationalistes, les crispations racistes, les attitudes corporatistes l'emportent sur la fraternité, sur la solidarité, sur l'ouverture aux autres, qui implique toujours un minimum de confiance dans l'avenir collectif.
J'arrête ce bilan qui n'est ni complaisant, vous l'aurez remarqué, ni exhaustif mais qui appelle forcément deux questions : comment en sommes-nous arrivés là et comment en sortir ?
Je dirai, schématiquement, et donc en m'excusant du caractère forcément réducteur de la démonstration, que nous payons le prix cumulé d'une évolution globale, celle de la mondialisation et des effets de la logique libérale et celui de nos propres erreurs. En précisant d'emblée, à mon humble avis, et dans le court terme, par référence à ce qui se passe ailleurs, le poids de nos propres erreurs pse très lourd.
Sur l'évolution globale, nous avons déjà beaucoup travaillé à l'occasion de notre première convention. Sur la mondialisation, la globalisation de l'économie, sur le poids et les effets de la logique du libéralisme économique, nous nous sommes longuement expliqués et exprimés. Je n'y reviendrai donc pas. Sauf pour dire que toute analyse de la situation qui ne prendrait pas en compte cette dimension, cette réalité omniprésente qui impose non seulement une logique économique mais aussi le système de valeurs politiques qui la porte et qui en découle serait au mieux totalement décalée, au pire complaisante. Le libéralisme, c'est essentiellement la dérégulation, et donc la suppression de la marge d'action politique dans tous les domaines. Il implique donc un combat acharné contre l'état, considéré comme le générateur de réglementations, l'arbitre et le garant de leur respect ; contre les services publics, contre toute forme de législation sociale qu'il s'agisse de droit du travail ou de protection sociale.
Et c'est bien ce qui se passe, pas seulement parce que cela nous viendrait de l'extérieur, mais aussi parce que c'est le véritable fil conducteur de l'action gouvernementale. Le processus de privatisation mené dans le plus grand désordre par MM. Juppé et Arthuis, avec les succès que l'on connaît sont à la

fois dans le droit fil de la logique des marchés financiers et des choix politiques de l'actuelle majorité, réaffirmés avant hier par le chef de l'Etat lui-mme. De même, la pression qui s'exerce en faveur de la flexibilité du travail, c'est-à-dire de sa dérégulation, répond à la fois aux nécessités de la mondialisation et aux aspirations profondes du gouvernement et du patronat. Et je ne suis pas sûr du tout que le discours d'un soir suffise à enrayer une évolution considérée comme essentielle par la droite toute entière, M. Chirac n'en est plus à une promesse non tenue.

Mais, si la situation est particulièrement préoccupante en France, c'est parce que, à la pression continue de la logique libérale, à laquelle la gauche ne résiste pas toujours, s'est superposée toute une série d'erreurs graves de cadrage de pilotage d l'économie.

Le prélèvement de 80 milliards sur les ménages imposé par M. Balladur en 1993, année de récession ou notre Produit Intérieur Brut a reculé de 1%, puis amplifié par M. Juppé qui a ajouté 120 milliards alors que la France n'avait toujours pas retrouvé un niveau de croissance satisfaisant, a été une grossire erreur de pilotage dont nous payons le prix fort.

De même, le refus de reconsidérer notre politique monétaire au mois d'août 1993 a été un contre-sens. Laisser exploser de fait le système monétaire européen alors que nous étions dans un marché unique, c'est-à-dire permettre à certains pays qui ne s'en sont pas privés, de laisser leur monnaie se déprécier alors même que les marchandises circulaient librement, est à mes yeux une faute qui servira aux futurs étudiants en sciences économiques de contre exemple à ne pas suivre.

Si les avis peuvent diverger sur les questions monétaires, j'y reviendrai tout à l'heure, du moins étions nous d'accord, lors de nos discussions préparatoires, pour rappeler que cet accord monétaire de 1993, qui a été qualifié à l'époque de "meilleure solution technique" était une grossière erreur.

Enfin, parce qu'une erreur est rarement un enfant unique, les gouvernements Balladur et Juppé se sont acharnés à pratiquer une politique de l'offre, c'est-à-dire d'aide aux entreprises alors même que le balancier s'était déjà lourdement déplacé en leur faveur et que la part des salaires reculait régulièrement dans la part de la valeur ajoutée : c'était plus qu'il n'en fallait pour ruiner la demande et le moral des français.

Coller au Deutschmark quand l'Allemagne peine et que le dollar baisse, c'était endommager gravement le ressort de la croissance externe. Pratiquer une politique de l'offre en faveur exclusive des entreprises et ponctionner les ménages, c'était casser celui de la demande intérieure. Et s'il existe un solde positif vers l'extérieur, c'est, comme je l'ai déjà dit, parce que l'un des ressorts, celui qui ne dépend que de nous, a été beaucoup plus gravement endommagé que celui qui dépend des autres.

On aura rarement fait pire. Et l'arrogance que continuent à manifester les zélateurs du libéralisme économique français qui connaissent manifestement mieux leurs classiques idéologiques que la pratique et sont plus attachés à leurs préjugés qu'à la réalité, n'en est que plus insupportable. Je ne sais pas si M. Juppé est droit dans ses bottes, mais je suis sûr qu'il a un problème de pointure.

Collection Jean Jaurès

Prenant acte de cette réalité, nous nous sommes efforcés de construire une alternative à la fois ambitieuse et réaliste.
Ambitieuse parce que l'urgence l'exige. Réaliste parce que nous sommes tous conscients, à mesure que l'échec sape les fondements mêmes du contrat social sur lequel repose notre démocratie, que le droit à l'erreur s'amenuise.
Si en 1998, profondément déçus par la droite, les français se tournent à nouveau vers nous, après nous avoir durement sanctionnés en 1993, leur confiance ne sera pas un chèque en blanc, mais plutôt un appel de détresse que nous aurons la très lourde responsabilité de transformer en contrat de confiance, ou mieux d'espérance retrouvée. Ce ne sera pas facile.
Cela impliquait des choix sévères. Nous les avons faits.
Quels sont-ils ?
D'abord, et ce n'était pas évident parce que ce n'est pas dans nos habitudes, nous avons choisi de n'avoir qu'un objectif prioritaire et d'articuler l'ensemble de nos propositions autour de cet objectif, ce qui accessoirement impliquait un texte court de 15 pages, ce qui n'est pas non plus dans nos habitudes.
Je crois inutile de vous expliquer longuement pourquoi. Ce serait d'ailleurs un peu tard. après avoir parlé de la France malade et d'état d'urgence, nous avons tout naturellement choisi de faire de l'emploi, de la lutte contre le chômage, une priorité. Certains penseront peut-être que ce n'est pas très original, ni très nouveau. Je pense qu'ils se tromperaient parce qu'à y regarder de plus près, si la priorité à l'emploi a effectivement sans cesse été proclamée, elle n'a jamais été, en réalité, la priorité des priorités. Il fut une époque où la lutte contre l'inflation était la vraie priorité.
Puis ce fut la modernisation de notre appareil de production : souvenons-nous du "sale boulot" qu'il a fallu faire. Puis, cela a été -mais je n'en dirai pas davantage- la priorité monétaire, la "désinflation compétitive", pour préparer le retour à l'emploi que la crise a pris de vitesse. Aujourd'hui, tout le monde l'a bien compris, c'est la réduction des déficits qui prime sur toute autre considération, c'est la rentabilité qui prévaut sur l'intégration sociale. Certes, les gouvernements successifs ont pratiqué l'aide à l'emploi, le traitement social du chômage, avec plus ou moins de moyens, plus ou moins de conviction, mais, parce que l'urgence ne le permettait pas ou que les choix politiques n'étaient pas ceux là, comme c'est le cas depuis 1993, l'emploi n'a jamais été la véritable priorité.
Pour en faire la véritable priorité il faut en effet changer de politique économique, il faut substituer une politique de satisfaction des besoins à une politique de l'offre, il faut, alors même que la lutte contre le chômage a servi de principal argument au retour en force de l'inégalité, convaincre qu'une meilleure répartition de la richesse, notamment entre les entreprises et les salariés, entre le capital et le travail, est un ressort essentiel du retour à la croissance ; expliquer que lutter contre les inégalités c'est lutter pour l'emploi, alors même que l'on essaye de faire croire aux françaises et aux français que pour faire reculer le chômage il faut davantage d'inégalités.
Donner une vraie priorité à l'emploi c'est chercher le chemin de sortie par le

haut, alors que le libéralisme nous propose, avec le modèle américain, une sortie par le bas : celle des petits boulots mal payés, sans protection sociale, sans retraite, sans éducation gratuite, sans services publics, sans égalité des chances.
Ce sont tous ces choix fondamentaux qui sous-tendent notre projet à travers la priorité donnée à l'emploi. Je ne vais pas vous en faire le commentaire après que vous en ayez débattu, je me contenterai d'en rappeler le fil conducteur et les principales mesures.
Nous sommes partis du principe que pour favoriser l'emploi il fallait d'abord retrouver un certain niveau de croissance, et nous avons sélectionné les orientations qui allaient dans ce sens, qu'elles concernent le pouvoir d'achat -c'est-à-dire les salaires- la fiscalité ou les modalités d'assiette des cotisations sociales ; ou l'investissement public, c'est-à-dire le logement, la recherche-développement ; ou bien encore la réinsertion volontariste de femmes et d'hommes dans le circuit de production de biens et de services, qu'il s'agisse d'organiser ou de créer des emplois de service ou de mettre en œuvre un programme national pour l'emploi des jeunes que le Président de la République doit avoir mal lu, ce qui confirme, si besoin était, qu'il est mal entouré.
Nous avons ensuite indiqué les réformes qui nous paraissaient devoir être mises en œuvre pour favoriser l'emploi, le facteur travail par rapport au capital, et c'est là que prennent place la réduction du temps de travail et la réforme des assiettes de cotisations patronales ou salariales.
Nous nous sommes ensuite attachés à faire des propositions en faveur de la justice sociale, que vous connaissez puisqu'elles ont été largement débattues, débat qui s'est déroulé dans le Parti et où je crois l'ensemble de ces propositions ont reçu un vaste assentiment, je n'en dirai pas autant sur la méthode, mais sur ce sujet, coincé entre ma position de rapporteur et mon vote au Conseil National, je ne m'étendrai pas.
J'évoquerai plutôt le débat tel qu'il a eu lieu dans le Parti, à travers l'examen des nombreux amendements fédéraux que nous avons reçus, et sur le débat tel qu'il s'engage dans le pays, puisque -cela ne vous aura pas échappé- la polémique a été engagée au plus haut niveau concevable, c'est-à-dire par M. le Président de la République lui-mme qui a sans doute voulu illustrer de la sorte tout le prix qu'il attache à ce fameux dialogue qu'il érige en panacée et que M. Juppé pratique par ailleurs avec tant de bonheur, qu'il s'agisse de ses ministres, de sa majorité ou des françaises et des français.
Dans le Parti il apparaît assez clairement que la question des retraites n'est pas épuisée et que la réduction du temps de travail suscite toujours autant d'intérêt.
Sur les retraites -ou plus précisément sur le nombre des années de cotisation- il existe effectivement un problème d'égalité entre le public et le privé ; quant à la durée -37 ans et demi ou 40 annuités- je rappellerai tout de même qu'il ne serait pas cohérent de traiter séparément la question des années de cotisations d'avec celle du montant des retraites ou du taux des cotisations. Si l'on isole l'un de ces trois points des deux autres, c'est évidemment plus facile mais cela risque de mander quelque peu de cohérence.
Sur la réduction du temps de travail, je me contenterai de rappeler que la vraie

question est celle du financement de la réduction du temps de travail, ce n'est pas la réduction du temps de travail qui fait problème, c'est son financement, et je rappellerai qu'elle ne peut être financée que de trois manières : soit par le salarié lui-mme, en réduisant son salaire, soit par l'entreprise, soit par l'Etat. On peut certes imaginer des mixages mais pour ma mesure des effets et des conséquences, c'est bien à ces trois financements possibles qu'il faut se référer, et selon la méthode que l'on choisit -le salarié, l'entreprise ou l'Etat- les conséquences sont très différentes en termes d'emploi comme en termes de répartition de la richesse.

Ce n'est un secret pour personne que j'ai toujours été et resterai farouchement opposé au financement par les salariés eux-mêmes, ce serait une régression sociale et une erreur économique, ce serait aussi un accroissement inacceptable des inégalités entre les salaires et les autres catégories de revenus, notamment des revenus du capital. Je veux bien que l'on parle des inégalités entre salaires, mais à mes yeux la répartition entre salaires et capital a toujours primé et primera toujours sur la question de l'échelle salariale. Je ne comprendrai pas que l'on confonde le principal et l'accessoire, ou pire encore que l'on fasse payer l'accessoire pour exonérer le principal, c'est-à-dire le capital. Ce serait à mes yeux un extraordinaire abandon, un formidable contre-sens, une démission dangereuse, et ce n'est pas la solution que nous avons retenue, comme vous avez pu le constater.

Mais si je redis ces choses, c'est parce que j'ai l'intuition qu'au-delà de la réduction à 35 heures, pour aller aux 32 heures, ce débat resurgira, parce que je sais qu'il y a confusion entre la soumission compréhensible au niveau d'une entreprise, avec la possibilité d'une généralisation du système. Or, on ne peut faire du chantage à l'emploi un principe de progrès social en faisant payer au salarié le prix du chômage qui le menace. Syndicaliste dans une entreprise, je m'y résoudrais peut-être, mais en tant que militant politique de la transformation sociale, je ne m'y résigne pas.

J'admire comme il le mérite Saint Martin pour avoir coupé son manteau en deux, mais le Socialiste que je suis ne pourra jamais s'empêcher de demander pourquoi il avait un manteau alors que les autres n'en avaient pas... (applaudissements)... Je reste fidèle à Victor Hugo qui expliquait qu'un homme de progrès n'a pas pour mission de soulager la misère, mais pour vocation de l'éradiquer. Je dis cela enfin parce que notre opposition à la loi Robien, réaffirmée à plusieurs reprises par notre groupe parlementaire et par notre Parti, repose sur le fait que la réduction du temps de travail non seulement n'est pas financée par l'entreprise mais que de surcroît elle y trouve un avantage certain : 2 ans de non licenciements pour 7 ans d'exonérations, soit éventuellement 5 années de bénéfices. Pour profiter de cette aubaine, il n'y a même pas besoin de créer d'emplois, il suffit de menacer d'en supprimer !

Et qui paye dans ce système ? L'État. Et qui est l'État ? Regardez la structure des recettes fiscales et vous aurez la réponse, Ce sont essentiellement les ménages qui paient. Voilà pourquoi, Mes Chers Camarades, nous y sommes opposés et pas prêts de changer d'avis.

Il y a bien sûr beaucoup d'autres questions qui ont été évoquées par les militants, mais je n'aurai pas la prétention de les synthétiser, et surtout le débat qui va suivre est fait pour en être l'écho.
J'ajouterai seulement que le choix de la priorité fait au départ excluait à priori qu'un certain nombre de grandes questions, qui intéressent au plus haut point les Socialistes, ne seraient convenablement traitées et qu'il faudra donc qu'elles le soient par ailleurs, comme l'a proposé notre Premier secrétaire. Je pense par exemple à l'immigration, sujet sur lequel une commission du parti travaille et dont nous ne disons rien ; à l'éducation, à la culture, dont seuls quelques grands principes, dont celui de la laïcité, est évoqué dans le document que nous allons adopter. Je pense aussi évidemment à la Sécurité Sociale, mais encore à la protection de l'environnement, qui méritent -je crois que nous en serons tous d'accord- davantage qu'une référence à la croissance durable.
Je précise aussi qu'à l'évidence cette convention n'est qu'un moment de notre réflexion, une étape importante, certes, mais seulement une étape et qu'il faudra après cette convention beaucoup travailler aussi bien pour préciser certains des choix retenus que pour élaborer notre programme qui devra synthétiser l'ensemble des travaux faits par notre Parti, qu'ils aient été faits ou qu'ils soient à venir.
Hors du Parti, l'accueil des français paraît plutôt positif, même s'il ne faut pas s'en remettre à quelques sondages, ne pas oublier qu'il y aura de nombreuses critiques -la droite sera plus bavarde sur le sujet que sur son propre bilan- et qu'il reste beaucoup de temps d'ici mars 1998.
Ces critiques, nous en connaissons néanmoins déjà les principales lignes de force, elles ne sont pas bien nouvelles, pas bien originales, la plus érodée consiste à nous taxer d'archaïsme. C'est une mode déjà ancienne mais qui respire encore. Sur l'échelle des valeurs gauche-droite, l'archaïsme, c'est bien connu, siège à gauche, et la modernité à droite, comme l'atteste l'histoire de l'humanité. La contestation du système est archaïque, son acceptation implicite ou explicite est moderne, bref, pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, le renoncement est révolutionnaire -c'est la révolution des bien pensants- et la contestation conservatrice, il suffisait d'y penser d'ailleurs !
(Applaudissements)...
La pensée unique, comme toute pensée unique, étant sphérique, ignora la droite et la gauche, le cercle ayant remplacé la ligne droite.
Archaïque donc l'Etat, son rôle d'arbitre, de régulateur, de garant de l'intérêt collectif ; archaïque donc tout ce qui procède de lui comme par exemple, la création de 350 000 emplois en faveur des jeunes que M. Chirac nous voit financer par l'impôt alors que nous avons prévu de le faire par la suppression des exonérations de charges sociales, ou plus exactement par l'utilisation des fonds qui correspondent à ces exonérations.
Et quand nous ne sommes par archaïques, nous sommes irréalistes : comment donc arriverions-nous à tout faire ? l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail sans réduction de salaire, la baisse de la TVA ? La réponse est pourtant simple et repose toute entière sur le concept d'investissement que ces

forts en thème paraissent ignorer.
Ils nous font le coup du vélo qui devrait tenir debout tout seul, sans que personne appuie sur les pédales, sans croissance, sans reprise de la consommation, donc sans recettes fiscales supplémentaires et sans augmentation de la richesse produite, effectivement cela ne serait pas facile, mais sans hausse du pouvoir d'achat, sans baisse de la TVA, sans réduction du temps de travail, sans emplois, pas de demande, pas d'investissement et donc pas de croissance.
Ils n'ont toujours pas compris que dans l'histoire de l'œuf et de la poule il fallait d'abord pour pouvoir se poser la question insoluble -vous savez, le fameux qui de l'œuf ou de la poule?- il fallait d'abord nourrir la poule ...(rires dans la salle)... ou croire à la génération spontanée de l'œuf.
Plus sérieusement, il y a là une vraie problématique qui n'est pas nouvelle entre une conception statique, que certains ont dit notariale, de l'économie, et une conception dynamique, il ne serait d'ailleurs peut-être pas inutile, pour prévenir un faux débat, que nous précisions davantage notre pensée sur le sujet, car si l'on cherche la réponse dans le calendrier, c'est-à-dire dans l'étalement, on se heurtera à la nécessité d'aller vite pour créer le choc nécessaire à l'amorce d'une nouvelle dynamique.
Il n'est du reste pas surprenant que la droite nous pose cette question : ayant mis le navire en panne, elle nous interroge en quelque sorte sur la manière dont nous prendrons le vent, ignorant qu'il n'y a pas de bon vent pour le marin qui ne sait pas où il va, comme nous l'enseignait Sénèque. Mais qu'elle se rassure, nous avons un cap et nous le tiendrons.
Reste enfin, pour conclure, l'Europe, ou plus précisément la question de la monnaie unique qui est devenue, du fait de l'enlisement politique de la conférence intergouvernementale, le sujet sur lequel se focalise abusivement l'ensemble de la question européenne. Comme vous avez pu le constater, nous restons partisans et de l'Europe, et de la monnaie unique, mais nous y mettons un certain nombre de conditions qui sont au nombre de quatre. Je dis bien de conditions, et non d'objectifs souhaitables, comme certains, craignant une posture de conditionnalité, l'auraient voulu. Nous en avons beaucoup discuté et je sais qu'il en a été de même dans beaucoup de sections, même si le sujet n'est pas simple et s'il faut creuser profond derrière la technique pour retrouver les enjeux politiques.
Ces conditions sont largement approuvées et nous sommes conscients de ce que le combat pour l'Europe passe par la réconciliation de l'Europe avec notre peuple, comme avec d'autres peuples qui s'en éloignent. Ce n'est pas sur le soi-disant succès de Dublin -je ne vois pas où est le succès, sauf à imaginer qu'il mesure 0,5 ou 0,7%- où la conception monétariste rigide de certains l'a emporté une nouvelle fois, qui nous fera changer d'avis. La croissance et l'emploi restent désespérément absents de la préoccupation de nos ministres des finances et le pacte de stabilité ne ressemble en rien au pacte de solidarité que nous appelons de nos vœux.
Pouvait-il en être autrement dès lors que le Président de la République française nous avait expliqué avec gravité, jeudi soir, que contrarier l'Allemagne sur le

terrain monétaire était impossible parce que l'Allemagne ne l'accepterait pas et que l'Europe pourrait en mourir ? Il est évident que lorsque l'on entre en négociation avec de telles convictions chevillées à l'âme, la possibilité de faire prévaloir son point de vue est pratiquement inexistante.
Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que Monsieur Chirac commet cette grave erreur, déjà pour notre retour dans l'OTAN il avait dit oui d'abord, en se promettant de discuter après. Cela nous a valu camouflet sur camouflet, jusqu'à cette stupide histoire de chaise vide et de cocktail de l'ineffable M. de Charette qui -c'est un comble- aurait fait preuve d'inconvenance.
Oui ces conditions sont nécessaires et l'Allemagne ou nos autres voisins Européens, qui sont de vieux et amicaux compagnons de route n'envisagent certainement pas pour autant de faire l'Europe sans la France. Rien ne prouve d'ailleurs que notre point de vue ne rencontrerait pas un certain écho chez nos voisins où, que je sache, il existe aussi des peuples et du chômage et des forces sociales qui s'en préoccupent. Ces forces sociales, sans lesquelles, mes chers camarades, il sera difficile de résister sur le seul plan politique à la formidable pression du libéralisme économique. A l'intérieur comme à l'extérieur, en France comme en Europe,. A ceux qui doutent, j'ai envie de dire qui peut croire sérieusement qu'une discussion au niveau Européen, même si elle est vive, sur la croissance et sur l'emploi, n'intéresserait pas le chômeur de Séville ou celui de Stuttgart ? Ou le salarié qui se sent menacé à Birmingham ou à Lisbonne ? Moi je ne le crois pas, parce que je ne crois pas qu'on fera l'Europe sans l'assentiment des peuples Européens et que l'on n'obtiendra pas durablement leur assentiment si l'Europe et l'Euro ne riment pas avec croissance et développement. Ce qui pose, sur un autre plan, la question des normes sociales européennes qui auraient peut-être dé tenir davantage de place dans notre dernière convention qui est un sujet sur lequel je souhaiterais, après l'affaire Hoover, après l'affaire Moulinex, que notre parti revienne.
Reste un dernier point sur lequel vous ne comprendriez pas que je ne dise rien, qui me concerne en tant que militant et non en tant que rapporteur de cette convention.
j'avais, vous le savez, déposé un amendement sur la question monétaire. peut-être l'avez-vous lu puisqu'on m'a fait la gentillesse après l'avoir déclaré incompatible avec le texte, de le public pour information. Je l'ai retiré parce que je ne souhaiterais pas me trouver dans une situation où j'aurais dé choisir entre deux parties de moi-mme écrites par la même main. Parce que aussi, même si je récuse la méthode, je peux comprendre que la discussion ayant eu lieu de manière approfondie, et mon point de vue s'étant totalement avéré isolé, cela posait problème. Je l'ai donc retiré, mais je n'ai pas changé d'avis ni renoncé à poursuivre cette discussion dont chaque semaine qui passe renouvelle l'actualité.
En disant cela, je ne pense ni à Helmut, ni à Valéry, ces dissonants compagnons de points de vue. Je pense plutôt au débat décisif qui va avoir lieu, que M. Chirac aime ou n'aime pas le mot, sur la flexibilité parce que je suis persuadé qu'il y a un lien entre les monnaies sur-évaluées et les salaires faibles, un lien qui tend à s'épaissir sous la pression croissante de la compétitivité. Bref, je pense

qu'il ne faudrait pas que pour s'offrir une monnaie forte on s'oblige à consentir des coûts salariaux plus faibles. Je m'interroge quand on me dit que la France est compétitive par rapport à l'Allemagne pour justifier la parité actuelle entre le franc et le mark, et je me demande si ce ne serait pas dé en grande partie - je m'excuse de poser la question à voix haute - au fait que nos coûts salariaux soient inférieurs de 25% à ceux de nos grands voisins. Ceci permettant cela, sans me risquer à imaginer le vice-versa.
Croyez-moi, mes chers camarades, je ne cherche à indisposer ou à contrarier personne mais je reste persuadé qu'il y a un problème entre la France et sa monnaie, une sorte de contre-sens permanent, qui coûte cher sur le plan social et qui a consisté à confondre le moyen et l'objectif au nom d'une conception dépassée de l'instrument monétaire, parce que je crois que s'y ajoute un problème entre la gauche et la monnaie qui, du franc Or, de l'entre-deux guerres au Franc fort d'aujourd'hui repose sur la conviction qu'en cette matière délicate, grevées de symboles politiques dangereux - le bas de laine, le mur de l'argent - nous serions en quelque sorte naturellement disqualifiées et contraints au conformisme. Comme si, entre-temps, nous n'avions pas vaincu l'inflation et mérité la confiance de Monsieur Trichet.
C'est un sujet important qui recèle d'importants enjeux politiques sous une carapace de technicité. Je ne demande qu'une chose, c'est que l'on puisse en débattre; Débattre n'a jamais nui à notre Parti, bien au contraire. J'espère que nous allons en administrer la preuve aujourd'hui.
Je remercie, pour terminer, toutes celles et ceux qui tout au long de ces travaux ont donné beaucoup de leur temps, beaucoup d'eux-mêmes. Je pense à ceux qui dirigeaient les groupes de travail. Je pense à celles et ceux extrêmement nombreux qui ont participé à la Commission d'élaboration du texte.
Je pense enfin, mes chers camarades, au travail considérable que vous avez toutes et tous accompli dans vos sections et Fédérations et qui, certainement aujourd'hui, trouvera un prolongement digne de nous. Merci. (Applaudissements).

La présidente - Mes chers camarades, nous allons passer au débat général.
Je voudrais annoncer deux réunions qui vont se tenir immédiatement :
- la première, c'est le bureau d'accueil des amendements issus des conventions fédérales, qui se réunit ici au 4ème étage.
- et la seconde, c'est la commission de recollement des votes qui se réunit également ici au 4me étage.
Je vous donne la liste des différents membres de ces deux commissions.
(Lecture de la liste).
Je vais donner la parole à Christian Martin et je voudrais rappeler, avant l'intervention du premier orateur, que conformément à la décision de préparation de cette convention, chaque orateur dispose d'un temps de parole de 5 minutes. Compte tenu du nombre d'orateurs inscrits, je prie instamment à ceux qui viendront à la tribune d'essayer de respecter ces 5 minutes.

Christian Martin

Merci d'abord de me laisser intervenir.
Je voudrais intervenir au nom du groupe "Partages" qui, comme vous vous le rappelez certainement, a déposé un amendement sur la question de la justice social et de la réduction des inégalités et des revenus.
Il y a la question de la redistribution qui est abordée bien sûr dans le texte national mais qui, à notre sens, doit être davantage approfondi.
Je le reprécise : ce groupe "partages" avait participé à la Commission d'élaboration du texte de la Direction Nationale. J'ai participé je crois, assez activement, avec d'autres bien sûr, et nous l'avions dit dans le Conseil National, nous étions en parfaite adhésion avec les principales orientations présentées par le texte national sur la relance de la croissance, la durée du temps de travail, et les questions qu'Henri vient d'aborder à l'instant.
En revanche, sur un point important, celui du creusement des inégalités, il reste encore utile, je crois, d'attirer l'attention de l'ensemble de la Convention.
Les écarts de revenus se sont creusés depuis dix ans. Sur le constat, nous sommes à peu près d'accord : creusées par le haut, avec la part belle faite aux revenus financiers, et puis également creusées par le bas, si je puis dire, avec les effets destructeurs de l'accroissement du chômage et de l'exclusion.
Rappelons tout de même qu'aujourd'hui 3% des ménages ont un revenu par personne de moins de 60 F par jour soit 1.800 F par mois, pour une personne seule.
Sont en dessous du seuil de pauvreté 3% des ménages ce qui fait à peu près 2 à 3 millions de personnes. C'est considérable.
Les familles parentales sont davantage touchées. Plus d'un tiers d'entre elles se retrouvent en deçà du seuil de pauvreté. Les chômeurs sont davantage atteints par la misère.
Récemment encore, je crois que c'est "Le Monde" qui le précisait : la moitié des chômeurs indemnisés touche moins de 3.000 F par mois.
Face à de tels phénomènes, face à ce constat, il faut également remarquer que l'appareil de redistribution, les prélèvements fiscaux et sociaux constituent un outil bien médiocre pour améliorer la justice sociale. C'est là-dessus que l'amendement "partages" a porté.
On constate que les ménages acquittent à peu près 50 % de leurs revenus en prélèvements fiscaux sociaux.
Paradoxe choquant, anomalie choquante : les ménages les plus démunis, les 10% les plus démunis, acquittent plus de 50%, voire 70% même à l'extrait de leurs revenus.
Ensuite la pression retombe à 50% mais elle croît très faiblement. IL n'y a pas de progressivité ou presque pas. Ce phénomène, on sait l'expliquer. Il est dé à la part très importante dans l'appareil fiscal français des prélèvements proportionnels comme la cotisation sociale, comme la CSG, ou même dégressif comme les impôts locaux ou la TVA.
La part congrue est laissée finalement , depuis plusieurs années, à l'impôt sur le revenu, le seul qui soit progressif.

Fondation Jean Jaurès

Il faut encore rappeler ici que dans notre pays cet impôt sur le revenu représente à peine 6% de la richesse nationale contre 12% pour les pays industrialisés, pas forcément Européens d'ailleurs mais je veux parler de ceux de l'OCDE.
L'interrogation qui était présentée par le groupe "Partages" portait bien là-dessus. Les prestations sociales assurent une redistribution à la marge par les minimas sociaux par les allocations dites de RMI, dites allocations de parent isolé, qui ne représentent qu'à peine 4% du revenu total des ménages.
Cela veut pratiquement dire une solidarité au barème... à minima, si l'on peut dire.
Nous posons cette question : qu'allons-nous dire, au cours des mois à venir, au cours des campagnes électorales qui viennent, qui vont être malgré tout difficiles, à ces millions de français en situation de pauvreté, voire de misère, ou bien sur la pente de l'exclusion, bien souvent désenchantés, résignés, voire tentés par un vote d'électrochoc ?
Qu'allons-nous leur dire pour marquer notre volonté profonde de réduire les inégalités dans ce pays ?
Nous allons leur dire que nous voulons taxer les revenus des placements financiers, oui, nous sommes d'accord avec cela. Cela figure dans le texte.
Nous devons avoir le courage d'appliquer ces propositions si l'occasion nous en est donnée.
Allons-nous leur dire que nous allons augmenter la CSG sensiblement pour compenser la baisse des cotisations ?
Là-dessus, sincèrement, sans esprit polémique aucun, ni tactique, en tant que militant, responsable Fédéral, en tant que maire aussi, je ne le sens pas comme on dit familièrement...
Qui peut croire qu'une telle mesure sera de nature à répondre à l'attente sociale très importante en matire de justice ? En matière d'inégalités devant les revenus les plus élevés notamment ?
Qui peut croire que cette mesure n'a déjà pas un goût de déjà vu ? même aujourd'hui ? même de la part du Gouvernement ?
Je termine, car j'en arrive à ma conclusion : cette mesure aurait pour effet de créer un véritable impôt proportionnel à la place de l'impôt sur le revenu qui déjà se porte mal dans l'ensemble du système français de prélèvement ? Proportionnel à l'américaine qui n'aurait pour effet que d'affaiblir encore l'outil de redistribution en France ?
Voilà la question qui est posée. Je crois qu'elle demeure, elle doit être davantage prise au sérieux dans les temps qui viennent.
Dans l'immédiat, eh bien nous devons faire preuve bien sûr d'esprit de synthèse parce que je crois que tous les militants doivent œuvrer maintenant autour de Lionel Jospin, autour de ce projet pour l'emploi, pour une politique différente, et dans ce domaine, nous défendrons ce texte avec l'ardeur la plus grande. Merci.
(Applaudissements).

Le président - C'est autour de Daniel Vaillant qui connaît parfaitement la règle des 5 minutes. Il sera suivi par Catherine Trautmann.

Fondation Jean Jaurès

Daniel Vaillant

Mes chers et chères camarades, nous avons, très nombreux, approuvé le texte présenté par Lionel Jospin au terme d'une élaboration collective autour d'Henri Emmanuelli, adopté par le Conseil National, et je m'en réjouis. Ce texte a fait l'objet d'un débat riche dans nos sections. Il clôt une année intense d'échanges et de discussions après nos travaux sur l'Europe, la Convention sur la Démocratie. Cela signifie aussi que notre expression ne doit pas, aujourd'hui, se limiter au chapitre économique et social, tout se tient.

Nos propositions s'inscrivent dans le cadre de notre projet européen et se nourrissent d'une conception modernisée de la démocratie. Nous disposons ainsi désormais d'un ensemble de propositions cohérentes, j'insiste là-dessus, c'est-à-dire fidèles à nous-mêmes, à nos valeurs et apportant des réponses concrètes aux problèmes et aux questions que se posent tous les jours les français.

C'est cela, je crois , la rénovation, rénovation des idées à laquelle nous consacrons aujourd'hui nos énergies et qu'attendent de nous les français.

Car nous savons tous ici que nous ne regagnerons la crédibilité, la confiance de nos concitoyens que si nous restaurons cette crédibilité pour conduire les changements nécessaires. Bref, nous savons tous ici que nous avons à bâtir un nouveau réalisme de gauche pour convaincre le peuple de France.

Il me semble que nos propositions économiques et sociales relèvent précisément de ce réalisme là. Certains prennent plaisir, à droite principalement, à railler les Socialistes qui seraient revenus à leurs vieilles lubies de 1981. D'autres encore, cette fois-ci dans d'autres cercles de gauche ou même parmi certains de nos camarades, contestent, à l'inverse, la soi-disante timidité du texte adopté.

A tous, je veux répondre que nos propositions ne sont ni inconséquentes, ni timorées. Elles sont, c'est vrai, réalistes et c'est sans doute une des forces essentielles de ces propositions.

Quand, Maire du 18me arrondissement de Paris, je rencontre comme vous des familles où les parents ne travaillent plus depuis des mois, voire des années, où les enfants sont aux prises avec l'échec scolaire, quand je rencontre des commerçants ou des responsables d'entreprises qui se plaignent d'une consommation en berne, quand je rencontre des jeunes qui cherchent depuis trop longtemps leur premier emploi, je me dis que nos propositions sur la relance de la demande, sur l'emploi des jeunes, sur la réduction du temps de travail peuvent répondre aux défis de notre temps.

Quand, au cours de mes déplacements dans les départements, j'engage le dialogue avec des agriculteurs touchés par la crise de la viande, quand je discute comme vous avec des enseignants passionnés par leur métier, inquiets des conditions dans lesquelles ils l'exercent, quand je vois des associations locales se battre pour le développement de leur territoire, je me dis que nos propositions pour un nouveau modèle de développement agricole, pour la priorité à l'éducation, pour l'aménagement du territoire peuvent répondre aux attentes de notre société.

C'est cela le réalisme de gauche. Nous voulons transformer la société, mais nous

ne promettons pas la lune, car au moment où de nombreux français se sentent floués par la droite sous la houlette de Jacques Chirac, nous ne devons pas prendre le risque de l'irresponsabilité pour ne pas les décevoir. Les français attendent autre chose des responsables du pays que de les entendre affirmer un jour : "nous allons réduire la fracture sociale" et, avec tant d'assurance, décider le lendemain : "nous allons réduire l'impôt des plus fortunés".
Les français attendent autre chose qu'un président qui leur disait il y a un an : "Je vais réformer la France" et qui leur dit il y a deux jours : "Je n'y peux rien, c'est votre faute". De ces voltes faces, les français ne veulent plus !
Alors mes chers camarades, il s'agit pour nous de proposer au pays la voie d'un changement réel et possible. Nous ne méconnaissons pas les contraintes économiques et financières qui existent, nous devons les intégrer à notre raisonnement, sinon, nous échouerions. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas dire vouloir contenir les déficits publics et , dans le même temps, proclamer la retraite pour tous après trente sept annuités et demi d'activité . Je pense que ce ne serait pas sérieux que de le proclamer tout simplement comme cela du haut d'une tribune ou dans un débat à l'intérieur du Parti Socialiste.
Mais si nous ne mésestimons pas les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur le pays, nous reconnaissons aussi ses capacités économiques . Notre projet économique et social se fonde en effet sur une analyse lucide de la situation : nos entreprises sont performantes à l'exportation, elles ont reconstitué leurs marges, notre inflation est maîtrisée, notre appareil de production est modernisé. C'est d'ailleurs un des points positifs de la gauche au pouvoir d'avoir permis tout cela.
Dans ce cadre, nos propositions n'ont pas d'autre objectif que de mettre en valeur ce potentiel au service de l'emploi, de réveiller les forces de la création hors de tout esprit de laxisme ou d'aventurisme. Le chemin est étroit sans doute, mais c'est le chemin de la raison et de l'espérance pour changer en profondeur la société française.
Car le réalisme de gauche n'est pas simplement un projet, c'est aussi une méthode. Et je voudrais vous en dire quelques mots pour terminer.
Vous dire d'abord que s'attaquer aux inégalités qui fragilisent la cité ne peut se faire en une nuit ou en cent jours. Seule la durée nous permettra de conduire les réformes pour les réussir et pour une raison simple : l'Etat ne peut rien seul. L'expérience nous a appris qu'une réforme sans les citoyens ou contre eux est vouée à l'échec. Rien ne se fera sans la participation des acteurs sociaux, sans une concertation féconde avec des citoyens formés et informés. Comment croire que nous pourrions, sur un claquement de doigt, réduire du jour au lendemain la durée du travail ? Comment croire que nous pourrions réussir cette réforme fondamentale qui renvoie à la place du travail dans notre société sans la mobilisation des syndicats, des salariés et sans une négociation patiente, mais déterminée, avec les représentants du patronat ?
Imaginez, cette réforme sans l'implication directe des forces sociales dans les branches sectorielles dans les entreprises est illusoire. C'est pourquoi nous avons proposé une loi-cadre sur les 35 heures sans baisse de salaire, avec des

négociations entre les partenaires sociaux eux-mêmes et avec la perspective d'aller, autant que faire se peut, vers les 32 heures.
Le temps de la réforme n'est pas celui de l'instant, c'est bien plus celui du dialogue , de la concertation préalable puis de la décision.
Et l'Etat me direz-vous ?
L'Etat ne doit pas se dérober, tout au contraire, il doit jouer pleinement sa fonction de régulateur et d'arbitre, garant de la cohésion sociale et de l'intérêt général, Mais il doit aussi, et c'est très important ,impulser des initiatives et créer des dynamiques, qu'elles soient économiques, sociales ou culturelles. Un Etat respectueux des acteurs économiques ou sociaux ne se substitue pas à eux, mais il dessine le cadre de leurs interventions, fixe les orientations et lorsque c'est nécessaire, tranche et contrôle en dernier lieu.
Nous devons donc affirmer le caractère authentiquement démocratique de notre projet économique. La participation de tous, des citoyens, des associations, des syndicats, co-producteurs et partenaires en quelque sorte avec l'Etat des changements à engager, est nécessaire. Notre projet est ainsi réaliste parce qu'il est démocratique. C'est là la cohérence ultime de notre ambition pour une France plus juste et plus citoyenne. C'est aussi sa modernité au moment où la Droite est séduite, une fois de plus, par les sirènes de l'ultra- libéralisme, envisageant la flexibilité comme dernier remède contre le chômage. La flexibilité, disons-le, ce n'est rien d'autre que de nouvelles déchirures dans le tissu social et cela, me semble-t-il, c'est une forme avancée de l'archaïsme . Ce sont eux les archaïques !
Le texte que nous avons adopté est réaliste et moderne. Les français, je crois, lui font un bon accueil , mais il nous reste encore à l'expliquer, à le préciser, à le détailler, car il nous faut encore convaincre si nous voulons emporter l'adhésion. C'est la tâche qui nous attend toute l'année qui vient.
Mes chers camarades, notre projet a du souffle, les militants l'ont largement approuvé, à nous de faire porter le débat autour de ces propositions pour offrir aux français un véritable choix et indiquer un autre chemin pour notre pays.
Bon travail et merci de m'avoir écouté.
(Applaudissements)

Véronique Neiertz - La parole est à Catherine Trautmann, suivie de Vincent Peillon qui se prépare.

Catherine Trautmann

Chers amis, chers camarades, avant-hier soir quelques millions de français ont regardé médusés sur leur écran de télévision un président qui s'est trompé de France mais qui n'en finit pas de tromper les français !
(Applaudissements)
Les accuser d'être conservateurs quand ils ne demandent qu'une chose, engager une transformation sociale profonde, les accuser aussi d'être quasi auteurs d'une société bloquée, alors qu'ils recherchent, pris dans l'insécurité et la précarisation en matire d'emploi, de logement, en matire aussi de protection sociale, les garanties de la durée, les garanties pour leur avenir, c'est une fois de plus les

mépriser.
derrière les propos du président se profilait tout ce que nous rejetons : la dérégulation du travail au travers les mots, même contestés, de flexibilité, de durée du chômage. Nicolas Sarkozy, devant Michel Rocard, n'hésitait pas à dire qu'il était plus important de se consacrer à la durée moyenne du chômage que de s'intéresser aux chômeurs ! Les chômeurs apprécieront que leur personne compte moins que le temps pendant lequel ils attendent de retrouver un emploi !
Qu'est-ce qu'un chômeur ? Un chômeur est tout simplement un citoyen momentanément privé d'emploi. Mais nous finissons pas prendre l'habitude de voir au travers de ceux qui nous gouvernent cette sorte de cynisme froid qui choisit le libéralisme plutôt que la solidarité, qui préfère brader les entreprises, qui préfère aussi imposer la diète financière aux logeurs sociaux à qui le gouvernement vient de confisquer la cassette du 1% logement pour financer le cadeau des prêts bonifiés à 0%. Et lorsque nous entendons Jacques Chirac s'exprimer dans le cadre du Conseil Européen de Dublin en lieu et place de propositions en matière de politique sociale sur le plan européen, il ne fait qu'invoquer le modèle social qui reste toujours à définir.
Entre temps, il nous promet une baisse des impôts sur le revenu, nous apprécions aussi quand, pour les collectivités locales, nous avons été obligés d'augmenter les impôts locaux, chacun le sait, injustes et difficiles aussi à payer pour nos contribuables. Nous avons du augmenter parce que l'Etat nous laisse très souvent assumer seuls le prix de la solidarité. Quand nous voyons augmenter la demande d'aide sociale dans nos communes, quand nous voyons aussi augmenter dans nos quartiers le nombre de chômeurs, de jeunes, quand nous voyons aussi l'impossibilité de tenir tous nos programmes de réhabilitation et de financement de constructions neuves ou de logements sociaux, bref, au lieu de gouverner et de répondre à l'urgence sociale, Jacques Chirac répond par un effet prozac.
Ceux qui ont goûté la pomme présidentielle lui trouvent aujourd'hui un goût amer et parmi eux les jeunes, car ils ne savent pas s'ils seront achetés par les entreprises puis rejetés dans une situation de chômage. Ils se retrouvent accusés, pour la plupart, d'être auteurs de la violence urbaine que nous connaissons dans nos quartiers. Ce sont eux qui sont confrontés aux réalités économiques et sociales qui mènent un plus grand nombre d'entre eux, croissant jour après jour, dans l'impasse.
Ces jeunes ne veulent pas en rester aux pétitions de principe et notre proposition de pacte national pour l'emploi des jeunes est évidemment pour nous une prise de responsabilité énorme vis-à-vis d'eux.
Il est important de bien mesurer l'effort que cela peut demander, mais il est aussi important que nous soyons les uns et les autres à la tâche pour le faire réussir.
Le faire réussir, en effet, est important car il représente aujourd'hui, je pense, le plus grand défi, celui qui nous permet de traduire en actes la solidarité de ceux qui s'en sortent face à ceux qui sont victimes des difficultés.
Ce sont aussi les jeunes qui aujourd'hui se mobilisent pour défendre une plus grande prise en compte d'un droit à l'environnement, à une qualité de vie, ce sont

aussi eux qui se sont réunis le week-end dernier à Paris pour lancer le Manifeste contre le Front National et qui nous appellent à prendre des engagements clairs.
Et comme vous le savez, chers amis, chers camarades, le Congrès du Front National se tiendra en mars à Strasbourg.
Ceci pose un problème politique important et nous avons dans ma ville, la ville dont le suis le Maire, un débat qui peut tourner rapidement à la polémique sur la proposition d'interdiction ou sur la riposte politique.
Sur l'interdiction, en 1992 j'ai eu la fierté d'être condamnée pour avoir refusé de louer une salle municipale au Front National et je vous donne simplement lecture d'un jugement pour que nous y réfléchissions : "Considérant que la décision litigieuse a été motivée par le refus de laisser s'exprimer à l'intérieur d'installations municipales des propos attentatoires aux valeurs républicaines et démocratiques, qu'ainsi une telle décision est entachée d'excès de pouvoir..."
Dans notre pays, interdire une réunion alors que les lois ne le permettent pas c'est renforcer le bon droit de l'extrême droite !
(Quelques applaudissements)
Faut-il faire ce cadeau à l'intolérance ? Faut-il lui permettre de se prévaloir d'une décision de justice dans la capitale des Droits de l'Homme qui l'autoriserait à tenir réunion, décision de justice qui, paradoxe tragique, serait fondée sur la discrimination à raison des opinions politiques, puisque notre pays considère encore aujourd'hui que l'intolérance, la haine, sont des opinions au même titre que les autres ?
Il y a bien dans ce problème et dans cette perspective un véritable défi qui nous est posé, à nous Socialistes, mais aussi à tous ceux qui combattent ces idées.
Si Le Pen a choisi de venir à Strasbourg, c'est bien sûr pour le symbole que représente cette ville, ville européenne et ville des Droits de l'Homme.
Mais il est important aussi de penser que, dans la riposte politique, si le droit ne permet pas la bonne riposte, on peut démontrer que cette ville n'est pas à prendre par ces thèses ni par ceux qui les défendent et qu'en venant dans cette ville il y aura beaucoup d'autres voix qui se feront entendre.
Je voudrais simplement dire qu'en assumant ce risque, en pensant qu'il est temps que les citoyens démontrent aussi leur volonté de solidarité et de rejet de ces thèses, nous pouvons faire de cet enjeu de Pâques, au moment de ce Congrès, un moment de mobilisation, un moment ouvert de débat politique, un moment aussi où l'on parlera de culture, un moment où les différentes expressions seront possibles face aux risques de dérive, de repli et de totalitarisme.
Je crois que nous aurons à ce moment-là aussi la possibilité de parler de nos propositions dans le contact avec nos concitoyens et je pense que cela peut être un moment politique majeur non seulement par rapport à la prise de conscience de nos concitoyens, mais en même temps aussi pour rappeler que si le combat politique a un sens, il repose sur de vraies valeurs, celles que nous défendons au travers de nos propositions économiques et sociales.
(Applaudissements)

Alain Richard - Merci, Catherine.

Vincent Peillon et ensuite Géraud Guibert. Nous avons encore douze inscrits d'ici le déjeuner, donc chacun voit ce qu'il doit au suivant...

Vincent Peillon

Chers amis, chers camarades, nous arrivons maintenant à notre troisième Convention après une année laborieuse et, ce matin, je voyais dans la salle les visages d'un certain nombre de camarades un petit peu fatigués... En même temps, nous avions pris de grands engagements, engagements vis-à-vis des français, engagements vis-à-vis de nous-mêmes et, de ce point de vue, je crois que nous avons tenu nos engagements.

Martine Aubry disait, après l'intervention du président Chirac, quelque chose qui m'a semblé fort juste, à savoir que Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle n'avait pas eu de projet et qu'il n'en a toujours pas. Je crois que nous pouvons nous réjouir : nous avions un projet pendant la campagne présidentielle et, depuis, nous l'avons encore enrichi.

D'une certaine faon, cette troisième Convention était, on l'a tous senti, la plus attendue et la plus délicate.

Pourquoi ?

Parce que je crois que c'est dans cette Convention que notre identité de Socialistes a été la plus mise en question. Sur les questions de la régulation internationale ou de la démocratie, il n'y avait pas de problème, mais nous savons tous que l'expérience prolongée du pouvoir a amené à assombrir ce cœur dont parlait Henri Emmanuelli, le cœur de notre identité, à savoir la démocratie économique et sociale.

Hier, entre l'imposture et la gestion, entre l'incantation et le conformisme, entre le grand soir et l'immobilisme, nous n'avions pas su tracer suffisamment le chemin du réformisme. L'enjeu de cette Convention, pour nous, c'était d'inventer un Socialisme qui soit un Socialisme pour notre temps, par rupture évidente avec la politique de la droite, mais aussi par rupture avec la politique que nous avions menée. L'enjeu était donc que nous accomplissions cette rupture et c'est ce à quoi, dès notre première réunion, le Premier Secrétaire nous avait invités.

Je crois que notre projet est une réussite parce que nous avons répondu à cette invitation.

La première rupture qu'il fallait consommer est, à mon sens (et cela a été évoqué tout à l'heure), la rupture avec l'idée d'un modèle de croissance qui est le nôtre et qui, par principe, s'avère incapable de produire de la justice sociale, ceci pour une raison simple, c'est qu'il n'est pas conçu pour cela. Si l'on veut inscrire au cœur de l'économie, comme c'est notre exigence, le social, mais aussi, bien entendu, l'environnemental et le démocratique, alors il nous incombait de proposer un nouveau modèle de développement.

Or, je crois que le projet que nous avons formulé (et par deux fois déjà ce matin on a eu à se garder d'un reproche d'archaïsme) est un projet profondément novateur et qu'il faut le défendre comme tel, parce que pour la première fois les Socialistes ne disent pas seulement qu'il faut davantage de croissance (c'est une évidence) mais se sont attachés à proposer un nouveau modèle de croissance.

Fondation Jean-Jaurès

En effet, on ne peut pas admettre en tant que Socialistes, et nous le savons depuis des années (d'autant plus que nous avons gouverné avec de la croissance), qu'il faut éliminer de l'idée de la richesse, du fondement de la valeur, toute considération de bien-être, de justice sociale ou de liberté, pour ne conserver que des critères monétaires et financiers.
C'est bien avec cette faon d'aborder le problème de la croissance que nous avons cette fois-ci directement rompu.
Nous avons rompu d'abord par nos premières propositions majeures qui consistent effectivement à vouloir libérer l'emploi des charges qui pèsent sur lui. C'est reconnaître en même temps que l'emploi, le travail, ne peut plus avoir la même place dans notre société.
On entend ici ou là que les Socialistes ne se sont pas servis de cette Convention pour poser cette question de la place du travail dans la société. Nous l'avons fait et nous l'avons fait avec audace, même si nous l'avons fait sans nous plier à aucun slogan.
En effet, du moment où l'on accepte qu'on ne peut plus faire peser sur le travail l'ensemble des cotisations sociales, c'est bien que l'on reconnaît que le travail n'occupe pas la même place au fondement de la valeur dans notre société.
De la même faon, c'est pourquoi nous nous sommes engagés (et vous avez écouté Chirac, nous sommes bien les seuls !) dans une réduction massive et négociée du temps de travail, réduction massive qui va nous obliger à poser autrement la question de la redistribution.
De ce point de vue, la semaine de quatre jours, la semaine de 32 heures, marque la rupture que nous estimons nécessaire non seulement avec l'organisation du travail telle qu'elle existe, mais aussi et fondamentalement avec l'organisation sociale, familiale et même démocratique de la société capitaliste telle qu'elle existe.
Notre approche de la semaine de quatre jours ne doit pas être comprise comme un aménagement destiné à améliorer le fonctionnement du système existant mais comme une logique alternative à la logique productiviste et inégalitaire, une alternative porteuse (et c'est comme cela que c'est présenté dans notre projet) d'un projet de société et d'un choix de vie.
Là encore, je crois que nous avons accompli un grand pas en avant. Nous nous engageons résolument dans l'avenir, nous inventons une nouvelle voie. Je me réjouis que pour la première fois dans un texte de cette importance du Parti cette perspective de la semaine de quatre jours soit inscrite et qu'elle soit inscrite non seulement comme moyen de lutter contre le chômage, ce qui est une évidence, mais comme un véritable projet de société.
très rapidement, sur cette question du nouveau modèle de développement qui est notre projet, trois autre points fondamentaux.
Non seulement la réforme fiscale, non seulement la réforme massive et négociée du temps de travail, mais en même temps le développement de l'économie solidaire, c'est-à-dire d'un troisième type d'économie, même si nous devons encore l'approfondir, mais en même temps la relance de l'investissement public, mais en même temps, et il faut y insister, des considérations nouvelles sur les

Fondation Jean-Jaurès

développements durables.
Les trois mousquetaires étaient quatre. Il y a un carré magique du nouveau modèle de développement avec ces cinq points que j'ai cités.
Pour toutes ces raisons, je crois, mes camarades, que nous n'avons pas à être sur la défensive, nous n'avons pas à nous défendre (cela a été dit) d'être archaïques, nous avons au contraire à insister sur la faon dont, pour la première fois, dans la fidélité à nos valeurs, nous affrontons résolument l'idée d'un Socialisme pour le XXIème siècle.
(Applaudissements)

Véronique Neiertz - Merci d'avoir respecté ton temps de parole, Vincent.
La parole est à Géraud Guibert, qui sera suivi de Gérard Filloche.

Géraud Guibert

Mes chers camarades, il y a urgence et notre Convention est placée sous le signe de l'urgence, nous le savons bien quand nous voyons les visages de ces hommes et de ces femmes de Moulinex, d'Alcatel, du GIAT, de tant d'autres encore que nous connaissons, hélas, bien dans l'ouest et qui ne supportent plus que l'on décide de supprimer leurs emplois et leur avenir.
Face à cet état d'urgence, nous avons un Président de la République qui s'est transformé en commentateur de l'actualité, se contentant de rejeter sa propre responsabilité sur les français eux-mêmes ! Face à cet état d'urgence, nous avons un Premier Ministre inflexible dans ses bottes dès qu'il s'agit des intérêts des salariés, mais totalement flexible lorsqu'il faut faire plaisir aux patrons et aux privilégiés !
Nous avons un texte approuvé par une grande majorité des militants et, personnellement, je m'en félicite.
Je voudrais aujourd'hui, dans le court temps qui m'est imparti, mettre en perspective deux points particuliers puisque ce texte définit des orientations qu'il nous restera à préciser pour notre programme.
Le premier point, c'est le problème monétaire.
Oui, mes chers camarades, il y a une exception française en matière de croissance et d'emploi, puisque contrairement aux années 70 et 80 nous faisons depuis quelques années moins bien que la moyenne de nos partenaires, y compris européens.
Oui, il y a bien une exception européenne, notre continent faisant nettement moins bien que le continent américain et la zone Pacifique. Et il ne faut pas le cacher, l'exception européenne a bien pour une des causes principales la question monétaire et non le poids des charges et des prélèvements, comme le prétendent les libéraux.
Il est donc tout à fait juste, comme nous le faisons dans notre texte, de mettre en cause la parité du dollar, sous-évalué non pas de 50 centimes, comme cela est affirmé par un ancien Président de la République, mais au moins de 1,50 F. Il est tout à fait juste de mettre en cause l'insuffisante baisse des taux d'intérêts européens.

Collection Jean Jaurès

Oui, il faut pour aujourd'hui et pour demain, pour l'Europe, une autre politique monétaire vis-à-vis du dollar.
Je voudrais insister sur le point qui me paraît clé. Comme le suggère notre texte, nous devons avoir une autorité politique. Je vous rappelle que cette autorité politique, le Conseil des Ministres, peut (et c'est l'article 109 du Traité de Maastricht) fixer les orientations dans le domaine de la politique de change. Oui, elle peut, oui, elle doit le faire.
Là où le Gouvernement français n'a plus de pouvoir aujourd'hui sur la politique de change, menée de fait par la Bundesbank, il doit demain le retrouver grâce à la création de l'Euro.
Vouloir en revanche peser sur cette politique , en posant la question de la parité franc-mark comme l'a fait ce même ancien Président de la République , est inutile et inefficace, cela signifierait la mort avant terme de l'Euro, sans apporter de changement majeur à la situation économique française dont le problème est celui de la demande et non celui du coût du travail.
Il reste qu'il est vrai que les taux d'intérêt en France resteront élevés, y compris par rapport à nos voisins allemands, mais ce qui est en cause, et je crois que nous devons le dire clairement, c'est l'erreur historique de la Droite, d'avoir abandonné de faon inutilement prématurée, toute capacité gouvernementale au profit de la banque centrale.
Il n'était nullement indispensable et nous l'avons dit à l'époque, de voter l'indépendance de la Banque de France dès 1993-1994, alors que la monnaie unique avec une banque centrale indépendante ne rentrera en vigueur qu'en 1999.
Dans la situation actuelle de pression déflationniste, une politique de taux d'intérêts plus audacieuse, tournée vers la croissance, aboutirait sans doute peut-être après quelques turbulences passagères, au même résultat, la préservation à moyen terme de la stabilité franc-mark mais avec des taux d'intérêts plus faibles.
Les responsables économistes de droite qui , nombreux, doutent à longueur de colloque sur la nécessité d'une autre politique monétaire, expriment d'autant plus librement qu'ils sont devenus par leur propre faute impuissants , mériteraient de méditer leur responsabilité.
deuxième point sur lequel je voudrais intervenir, c'est la méthode pour réduire les inégalités car si la France souffre, s'il y a une expression française, c'est bien dit dans notre texte, c'est du fait de l'aggravation sans précédent des inégalités depuis un certain nombre d'années, les inégalités il faut être très clairs, constituent aujourd'hui le frein majeur à la croissance et à l'emploi. Encore faut-il que dans notre volonté pour réduire les inégalités -c'est tout l'équilibre de notre texte - cette volonté soit compatible avec l'autre exigence majeure que nous nous sommes à juste titre fixée, la stabilisation des prélèvements publics.
C'est pourquoi il est évidemment essentiel de procéder aux réformes du système de redistribution que nous avons prévu, mais c'est pourquoi il est tout aussi essentiel de placer nos propositions dans la perspective d'une véritable politique concertée de distribution des revenus, distribution des revenus primaires et pas simplement de la redistribution. Réduction du temps de travail, augmentation

des salaires, emploi des jeunes, toutes ces propositions manifestent effectivement que nous voulons nous attaquer à la distribution primaire des revenus, et c'est pourquoi en termes de méthodes, je pense qu'il est important que ces questions soient abordées de faon parallèle mais en cohérence vis-à-vis des partenaires sociaux. Il doit bien y avoir dans notre action , dans notre action future, des négociations dans les branches, dans les entreprises, afin de prendre en compte globalement les éléments qui vont modifier le partage de la valeur ajoutée au profit des salariés.
Tout ceci débouche effectivement sur une méthode commune, une méthode qui est effectivement originale à notre parti, et je crois que nous devons valoriser la méthode à la fois de la loi et de la négociation, la méthode de l'incitation mais avec contrepartie, mais aussi troisièmement la méthode du bâton, ou de la menace du bâton si les choses ne se passent pas comme il serait nécessaire qu'elles se passent.
Je pense en particulier à l'emploi des jeunes. Il doit être très clair que nous ne pouvons pas simplement faire reposer l'emploi des jeunes au sein des entreprises sur la seule incitation , et qu'il faudra bien donc avoir un dispositif qui envisage les différentes hypothèses, en particulier les hypothèses où le patronat ne serait pas décidé à procéder à ces emplois de jeunes de faon massive.
A ces conditions, notre projet qui est bien celui non d'un retour de l'Etat, comme le prétend la Droite, mais d'un nouveau compromis social à la française, donnant toute sa place à l'Etat, car l'Etat dans notre pays est effectivement le garant d'un certain nombre d'équilibres sociaux, et doit l'être, et doit se développer mais aussi un nouveau compromis social qui donne sa place à la négociation entre partenaires sociaux, comme cela a été rappelé, qui donne sa place aussi et nous devons insister dessus à la libération des initiatives multiples de notre société, à ces conditions là effectivement notre programme pourra être pour notre peuple l'occasion d'un nouveau départ.
Je vous remercie.
(Applaudissements).

Alain Richard - Gérard Filloche monte à la tribune, et ce sera ensuite le tour de Jean Poperen.
Je me permets d'insister auprès des camarades sur l'importance de ce débat, sur son contenu qui a quand même quelques conséquences pour notre action politique , c'est un débat auquel, me semble-t-il, tout le monde pourrait s'intéresser parmi ceux qui sont dans la salle.
Gérard tu as la parole.
(Applaudissements).

Gérard Filloche

Chers camarades, j'ai la charge d'être le premier à défendre les 5 amendements qui ont été soumis au vote des fédérations par la Gauche Socialiste.
Il ne s'agit pas d'amendements d'un trio, d'un quatuor, ou d'un quintet, mais d'amendements qui ont le soutien de 16 à 17% des militants significativement

répartis dans les fédérations de notre parti.
Je ne vais pas pouvoir en cinq minutes les prendre tous, je voudrais essayer d'en prendre deux qui me tiennent à cœur, 37,5, 35, 37,5 annuités, 35 heures sans perte de salaire.
Pour les 37,5 annuités, Daniel Vaillant disait : "il ne suffit pas de les proclamer du haut d'une tribune, parce qu'après cela a de lourdes implications ", ce n'est pas du tout du haut de notre tribune que nous proclamons cela, c'est en novembre et décembre 1995 dans un des plus grands mouvements sociaux que nous ayons connus depuis vingt cinq ans, que cela a été réclamé.
Sur les 37,5 annuités, les 5 confédérations sont en accord avec cette revendication, et l'ont proclamée officiellement dans leurs Congrès. Les 5 confédérations représentatives réclament les 37,5 annuités pour tous ! Ceci encadre considérablement notre responsabilité quand on voit que le mouvement syndical qui n'est pas souvent uni, l'est sur cette question.
37,5 annuités, c'est une question de cohésion sociale, le privé n'en bénéficie plus alors que le public a pu, en luttant, les sauvegarder.
Rétablir la cohésion sociale est nécessaire. Il ne peut pas y avoir 3, 4 millions de salariés qui ont cet acquis, et 12 à 14 millions qui en sont écartés.
La question de cohésion sociale …(Applaudissements)... est évidemment fondamentale. Ensuite, ce n'est pas quelque chose qui peut être acceptable que de dire qu'on doit avoir 40 ans pour avoir une retraite décente, de voir arriver des gens qui ont 55, 56, 57 ans qui sont souvent hors activité et d'emploi, qui ne peuvent pas percevoir ou avoir droit à une retraite décente parce qu'il faut qu'ils atteignent les fameuses quarante années et le nombre de trimestres, ce qui pour eux est extrêmement difficile. C'est évidemment inégalitaire parce que les gens qui sont ainsi concernés, sont les moins payés dans leur vie, sont ceux qui ont les boulots les plus difficiles, qui sont dans les branches où il y a le moins d'avantages acquis.
C'est aussi une question d'égalité que d'aider, que de faire que ces gens aient 37,5 annuités pour avoir une retraite décente et non pas 40 !
Quand M. Balladur a pris cette décision, au milieu de l'été 1993, subrepticement, lâchement, de faire passer à 40 ans, les gens n'ont pas vu les résultats tout de suite, mais ce n'est qu'au moment où nous parlons de réduction du temps de travail que l'on voit que cela consiste à rallonger la durée du travail sur la vie entière.
Et si on la rallonge, qu'on fait travailler donc deux ans et demi de plus 14 millions et demi de salariés, à une moyenne théorique de 700 heures par an, cela en fait des emplois ! Cela en fait en moins pour les jeunes, cela en fait en moins, et donc si on a des emplois en moins, on ne peut pas payer les retraites. Ce n'est pas la poule et l'œuf Henri, mais si on fait des emplois en plus, on peut payer les 37,5 annuités, les 37,5 annuités créent des emplois en plus , tandis que les 40 annuités en suppriment.
Il y a là quelque chose d'absolument bouclé dans le choix. Et 37,5 annuités, je le crois, non seulement sont supportées par les confédérations syndicales, par le mouvement social, et sont une revendication profonde du privé, une question de

cohésion sociale, avec le public, il ne peut pas y avoir de retraite à deux vitesses, mais c'est aussi créateur d'emplois et quand c'est créateur d'emplois, cela génère aussi son propre financement.
35 Heures, tout de suite, ou pas tout de suite ? évidemment nous aimerions faire les choses harmonieusement et dans le temps, nous n'avons pas une culture "du tout, tout de suite." mais quand même, ayons de la mémoire, même le front populaire en 1936 a gagné les 40 heures, le rapport des forces s'est dégradé si vite que les décrets de 37 ont mis en place ces 40 heures, et ces décrets de 37 régissent encore la durée du travail aujourd'hui, équivalent en modulation, en astreinte, en amplitude, qui ont longtemps nui à la marche vers les 40 heures effectives.
Nous savons bien que c'est les durées effectives qui comptent, pas seulement les durées légales, car elles sont bouleversées quand on ne baisse pas les maxima. Si nous baissons les 39 vers 35 il faut baisser les maxima qui restent de 48 heures vers 40 heures, sinon la durée légale demeurera explosée et dépassée.
Il faut faire cela d'un certain point de vue vite parce qu'avec l'épée de Damoclès de M. Chirac sur nos têtes, avec l'attente extraordinaire qu'il y aura en 1998 si nous gagnons , si le peuple de gauche ne voit pas rapidement des emplois nouveaux créés, la désillusion l'emportera plus vite que la satisfaction, alors nous aurons un deuxième problème, c'est que nous devrons attendre s'il faut dix huit ou vingt quatre mois pour que les 35 heures s'appliquent, et nous serons déjà en l'an 2000. Combien aurons-nous de chômeurs ? Nous en avons déjà 5 à 6 millions de gens exclus .
Quand il y a une situation exceptionnelle , il faut prendre des solutions exceptionnelles, et ces solutions sont forcément d'urgence.
Si elles sont d'urgence, elles sont efficaces. La question de la loi des 35 heures, si elle reste cadre, que tout est ouvert, que tout s'étale, que tout se dilue dans le temps, avec des campagnes de presse, l'application sera largement différée, sinon empêchée, tandis que le chiffre de 35 si on dit qu'il s'applique maintenant, dans le cadre de la discussion de l'organisation et non pas de la durée du travail avec les partenaires sociaux , si dans ce cadre elle s'opère alors là c'est tout un terrain de négociations, mais les 35 heures, leur mise en œuvre est un préalable, c'est non seulement le cadre, c'est ce qui doit précéder pour aller dans les 35 heures, dans telle branche, pour organiser avec deux jours consécutifs une semaine. Nous ne le savons pas, mais les deux jours consécutifs dans ce pays ne sont même pas dans le code du travail , quand ils existent dans le privé, c'est qu'ils sont conventionnés. Il faut trouver autre chose qui accompagne, par exemple le fait de rendre plus coûteuses les heures supplémentaires de faon à ce qu'elles soient plus coûteuses que l'embauche, qu'elles ne permettent pas de gérer le personnel par des heures supplémentaires , des mesures qui permettent d'appliquer les 35 heures, et les 40 heures de faon interne à l'entreprise, de façon externe à l'entreprise.
De faon interne, par le pouvoir des délégués du personnel et du Comité d'entreprise renforcé, nous l'avons décidé à notre convention de juin, de faon externe par le renforcement des pouvoirs de l'inspection du travail , y compris

sur la question des horaires comme sur la question des licenciements . Nous l'avons vu au niveau de notre convention de juin, renforcements interne et externe , renchérissement des heures supplémentaires pour les rendre plus coûteuses que l'embauche, application immédiate des 35 heures puis négociations pour voir comment cela s'organise dans le cadre de la semaine . C'est une question sur laquelle tous les Français vont nous attendre. Ils ne nous attendront pas dans dix huit mois, ou dans vingt quatre mois, ils voudront , parce que c'est l'emploi qui est au cœur de tous les problèmes, et qu'il s'agit d'un rattrapage historique d'un retard historique en matière de baisse du temps de travail, des résultats vite.
Je crois que c'est pour cela que nos amendements, nous ne les jugeons pas incompatibles avec le texte, nous les jugeons compatibles avec le texte, compatibles et nécessaires, parce qu'il y a du réalisme à dire les dates, les calendriers, les moyens, il y a du réalisme à s'appuyer sur le mouvement social, il y a du réalisme à dire : 37,5 annuités pour tous maintenant, et 35 heures pour tous maintenant.
(Applaudissements).

La présidente - La parole est à Jean Poperen suivi de Benoît Hamon.

Jean Poperen

Chers amis, et camarades, en ce mois de décembre, nous aurons donc eu, au niveau strictement politique, deux événements importants dans chaque hémisphère de la vie politique, à gauche, permettez, c'est nous, aujourd'hui, et comme on l'a dit à plusieurs reprises, clôturant, point d'orgue de toute une année de travail, d'élaboration des propositions, et résumées tout à l'heure une nouvelle fois dans un rapport remarquablement brillant de notre ami Henri.
A nos propositions, certains ont voulu, si j'ai bien compris, ajouter comme on dit une cerise sur le gâteau, disons tout au plus un petit grain de myrtille ! Mais laissons cela.
Notre problème, vous le savez, nous le ressentons, nous qui sommes tous sur le terrain, comme on dit, c'est d'entraîner l'opinion de la gauche et au-delà de la gauche, sur nos propositions.
C'est devant cela que nous sommes maintenant.
De l'autre côté, naturellement, je ne songe pas au vide assourdissant d'avant-hier soir, bien sûr. Cela restera quand même une date. Qu'un Président de la République fasse préparer intensément pendant une dizaine de jours un show qui a duré deux heures et qui ne débouche sur rien, aucune proposition... non je suis injuste, une commission qui, naturellement dans l'histoire institutionnelle, est toujours considérable... rien. Non, l'événement, de mon point de vue, c'est l'interview de Monsieur Gandois, président du CNPF, à un grand journal du soir comme on dit habituellement, il y a une dizaine de jours sur le programme de la flexibilité.
Je sais bien que Monsieur Chirac a dit qu'il n'aimait pas le mot, mais comme il aime bien Monsieur Gandois et que Monsieur Gandois aime beaucoup la chose,

Fondation Jaurès

je crois qu'on y est.
La flexibilité : ne nous perdons pas ; les choses sont hélas fort claires. C'est un nouveau cran, une nouvelle étape, un seuil dans la grande offensive et un seuil qui risque d'être décisif sur la mise en cause des garanties sociales, de ce qui peut rester, parce que cela a déjà été beaucoup grignoté, de garanties sociales, au monde du travail. C'est le champ ouvert au libéralisme sans contrepartie.
Or, le monde du travail a fait connaître déjà et de quelle faon, que si naturellement il s'inscrit dans le cadre général de l'économie de marché, il exige en même temps les garanties sociales. Il les a exigées à la fois dans le très grand mouvement de novembre et décembre 1995, et elles viennent d'être exigées par une profession qu'on n'attendait pas vraiment à la pointe des luttes sociales qui a, pendant plus de 10 jours, mené un combat exemplaire : les travailleurs routiers. Donc ils veulent cela.
Je crois que cela nous indique à peu près la clé pour notre politique dans les mois qui viennent.
Il faut qu'au delà des ripostes au coup par coup sectorielles indispensables et qui sont de la responsabilité des travailleurs eux-mêmes, nous soyons en mesure d'impulser le grand élan pour entraîner les forces sociales - cela a été dit avant moi mais on n'insistera jamais trop - l'ensemble des forces sociales du monde du travail pour exiger autre chose. Et cela, le principal parti de la gauche doit naturellement agir dans cette direction.
J'ai pour ma part mis sur le papier un projet de ce qui pourrait être l'appel à donner le signal de ce grand mouvement, et que nous pourrions commencer à diffuser au-delà du creux de fin d'année.
J'en ai dit deux mots au Premier secrétaire qui n'a pas paru être en contrariété avec cette idée. Donc, allons dans cette direction. Et j'y vois deux raisons très fortes :
La première c'est qu'en effet il y a cette attente, nous le savons bien tous, je l'ai vérifié encore en distribuant dans ma propre ville, la semaine dernière, un journal local des élus : pas de rejet, pas d'hostilité. Une partie des gens est favorable, mais une autre partie notable est dans l'état d'esprit de dire : on n'en a plus rien à foutre de tout cela, laissez-nous tranquilles ! Donc nous avons à secouer cette indifférence ou ce refus de s'engager d'une partie de l'opinion. Et cela, c'est évidemment notre tâche politique.
L'autre réponse est tirée de l'expérience parfois ancienne déjà que les uns et les autres avons pu vivre ou que nous connaissons. C'est que dès que nous aurons, et nous espérons tous dans les meilleurs délais, la responsabilité des affaires, nous devrons engager le grand effort tel qu'il est d'ailleurs exprimé et explicité dans nos textes pour aboutir à ce nouveau contrat social que nous opposons à la dérégulation, que nous opposons au libéralisme à tout va.
Nous devrons, dès ce moment, disposer des forces suffisantes pour l'imposer parce que nous l'imposerons, cela n'ira pas de soi, rien en politique ne va jamais de soi. Et donc c'est dès maintenant qu'il faut préparer les forces.
Vous savez, chers camarades, je dis une banalité, mais s'il est bon de temps à autre de rappeler quelques banalités. Ce n'est pas le soir de la victoire électorale

qu'il faut commencer à mettre les forces en place pour la suite. C'est dès maintenant que commence ce combat puisque nous avons les instruments programmatiques, nous les aurons définitivement ce soir ou demain. A partir de là, engageons ce combat ! Et engageons-le, ce sera mon dernier mot, mais j'y tiens beaucoup, naturellement dans une perspective européenne.
Alors là, il faut être clair parce que, enfin, je sens quand même autour de cela maintenant beaucoup de flou, d'équivoque et que d'aucuns voudraient faire leur miel de ce qui est en effet l'état d'esprit de beaucoup de travailleurs, de salariés qui ne sont pas favorables, c'est le moins que l'on puisse dire, aujourd'hui à l'égard de l'Europe.
Mes chers camarades, s'il en est besoin, il faudra clarifier une bonne fois.
Est-ce qu'il y a une autre perspective que de résister, de mettre en échec la vague de régression de la mondialisation, du libéralisme économique ? Est-ce qu'il y a une autre perspective que de mener ce combat avec l'ensemble du monde du travail européen ou est-ce que nous voulons mener ce combat dans une étroitesse nationaliste à l'intérieur de l'hexagone ? (applaudissements)
Alors, si c'est la première perspective, il faut dire à quelle condition ? C'est ce que nous faisons, c'est ce que fait notre texte. Il dit : voilà nous sommes pour l'Europe, mais naturellement il faut qu'un certain nombre de conditions soient remplies, et nous les énumérons.
Alors, battons-nous pour cela. Battons-nous pour que le contrat social d'ores et déjà notre perspective, notre objectif, soit celui de tous ces travailleurs. Nous avons senti, y compris à l'occasion de la grève des routiers qu'évidemment là aussi il y avait des hésitations. Les camionneurs portugais ou je ne sais plus qui disaient : "quand même, ils nous gênent" ; en clair : "ils nous emmerdent un peu", mais presqu'aussitôt après, ils disaient : "après tout, ce combat est aussi le nôtre".
C'est la direction. C'est à partir de là qu'il faut qu'une force considérable, et c'est possible, ce n'est pas facile, je ne vous dis pas : appuyons sur le bouton et tout va suivre, mais enfin il n'y a pas d'autres directions que celle-là, de faire par le rassemblement de toutes ces forces vives de l'Europe basculer l'Europe enfin de l'autre côté, du côté du monde du travail.
(Applaudissements)

Le président - Merci. La parole est à Benoît Hamon.

Benoît Hamon

Mes chers camarades, notre convention se situe juste après l'intervention du Président de la République et j'ai envie d'y apporter mon commentaire.
Durant ces deux heures un peu surréalistes au cours desquelles le Président de la République s'est échiné à théoriser la responsabilité du peuple dans le mouvement de régression sociale et économique dont notre pays est victime, j'ai retenu pour ma part un passage particulièrement révélateur.
Jacques Chirac a été chercher dans ses tripes quand il s'est agi de justifier son rôle de VRP des entreprises françaises. Il l'a dit avec force, il est là pour vendre

Fondation Jean Jaurès

les produits français, et il le conçoit comme une fonction majeure de son statut de chef de l'état.
Mis en parallèle avec l'inaction du président sur le chômage et l'exclusion, mis en parallèle avec la baisse du plafonnement de l'ISF récente, nous avons en quelques mots le résumé de la mission essentielle de la droite au pouvoir : être le mandataire politique des intérêts capitalistiques en France.
Face à cela, face à cette droite arrogante qui méprise les hommes et sacralise l'argent, il fallait une réponse des Socialistes à la hauteur du désarroi des français et du désespoir qui étreint chacune des victimes de cette hérésie politique qu'est l'idéologie libérale.
Il fallait un signal fort, un appel aux français pour qu'ils se mobilisent autour d'un projet alternatif et qu'ils construisent avec nous le rapport de force politique et social qui permette le changement.
Les débats de cette convention et l'adhésion massive des militants du Parti au texte national proposé par Lionel Jospin et la commission d'élaboration ont répondu à cette exigence.
Nous y avons répondu d'abord en récusant le diagnostic de la droite. Nous ne sommes pas aujourd'hui dans une situation de crise. Cette notion de crise s'applique à une période de translation entre deux états, une sorte de déséquilibre provisoire, une brève poussée de fièvre.
Or, la réalité actuelle c'est que nous sommes confrontés aux effets, non pas d'une crise, mais d'un système, un système qui produit structurellement moins de croissance, moins d'emplois et plus d'inégalités.
Mais ce constat établi, d'aucuns disent déjà que les contraintes économiques limitent notre champ d'action et nous conduisent de toute manière à accepter ce système tel qu'il est et à ne pouvoir agir qu'à sa marge.
La brutalité de ce discours n'a d'équivalent que son hypocrisie. La seule contrainte qui existe en économie, c'est la rareté de la richesse. En dehors de cela, ce que nous appelons les contraintes sont des obligations liées à des choix politiques. Et c'est justement sur les choix initiaux que nous devons infléchir l'orientation générale de notre économie. La relance du pouvoir d'achat, la réforme fiscale et la réduction massive du temps de travail que nous proposons, incarnent ce tournant.
La réussite ou l'échec d'un gouvernement Socialiste au pouvoir dépendra de cette capacité à traiter réellement les questions économiques et sociales car elles sont le moteur central de la transformation de la société.
Demain au mensonge libéral, nous ne pourrons pas nous permettre de substituer l'illusion Socialiste.
Le Parti va mieux, ses militants aussi. L'écho qu'a rencontré notre projet économique est bon. Pourtant, nous le savons tous, rien n'est fait. Et ce ne sont pas les sondages, tout aussi flatteurs qu'ils soient qui doivent nous détourner de notre objectif.
Il est urgent aujourd'hui de bâtir avec le mouvement social les conditions d'une transformation profonde et durable de la société.
Il est urgent de reconstruire avec le peuple ce lien qui nous manque encore tant.

Collection Jean Jaurès

Ce lien qui naît de la confiance réciproque et de l'adhésion consciente à un authentique projet collectif de transformation sociale.
Je voudrais terminer en vous parlant de ce lien entre le peuple et la gauche.
La gauche entretient avec le peuple une relation d'ordre sentimentale. A ce titre, pour emprunter aux métaphores amoureuses, on sait que dans un couple l'essentiel n'est pas l'amour, ce sont les preuves d'amour.
A l'aune de cela, les deux textes majeurs de cette convention entendent chacun démontrer dans leurs intentions, les preuves de leur sincérité.
Et je voudrais conclure par un mot à l'adresse des camarades de la Gauche Socialiste, amicalement et gentiment.
Les déclarations d'amour de la Gauche Socialiste sont belles, mais elles ressemblent trop à celles d'un amoureux dont le seul plaisir serait de séduire.
(Applaudissements)
Tout, dans mon éducation sentimentale me laisse à croire qu'à trop s'exalter ou se considérer irrésistible, on finit par perdre et à ne pas parvenir au but recherché.
Alors mes chers Julien, Jean-Luc, Harlem, Marie-Noëlle, attention à ne pas trop vous emballer, parce qu'alors une fois confrontés à vos responsabilités, il ne vous resterait peut-être qu'une seule voie possible : les fuir.
(Applaudissements)

Alain Richard - La parole est à Sabrina Salvi suivi de Christophe Clergeot.
Je voudrais rassurer les camarades qui s'inquiètent de leur déjeuner : il aura lieu ici sur place à partir de 13 heures 30.

Sabrina Salvi

Après l'amour et le déjeuner, le développement durable. Difficile !
Pour la première fois, mes chers camardes, dans cette convention, on pourra dire que le Parti Socialiste intègre complètement dans les propositions économiques et sociales le développement durable avec ce projet d'initiatives de développement durable qui se trouve à la fin de notre texte.
Mais qu'est-ce donc que le développement durable pour le Parti Socialiste ?
La définition classique de cette notion, on la connaît, un développement qui assure le progrès des hommes tout en préservant l'avenir des générations futures. C'est la définition de Rio. Autrement dit, un développement qui conjugue ensemble le développement social, le développement économique et la protection de l'environnement.
Aujourd'hui, beaucoup en parlent, beaucoup exhortent, beaucoup font des colloques, beaucoup font des assises de développement durable. Mais Monsieur Juppé fait absolument le contraire. Il fait le contraire dan la composante essentielle du développement durable qui est l'environnement. Il a fait relancer les essais nucléaires ; il rouvre Super-phénix ; il se met au plan de l'Europe pour la conservation de la nature. Il replonge la France dans l'absentéisme international en matière d'environnement, alors qu'à La Haye, en 1989, sous l'impulsion de Michel Rocard et François Mitterrand, nous avons lancé tout ce

Fondation Jean-Jaurès

qui s'est passé à Rio, alors que nous avions réuni en 1991 les associations du monde entier alors que Dominique Strauss-Kahn, Ségolène Royal et Michel Debarge étaient présents et ont animé le débat environnement développement.
Il signe la déclaration d'utilité publique du canal Rhin-Rhône en méprisant les conditions de la commission d'experts, si bien que son ministre d'environnement lui-mme est obligé de le rappeler à l'ordre publiquement pour lui demander de respecter ces conditions. Il fait le contraire.
Il fait le contraire ! En outre, puisqu'il fait le contraire d'assurer ce qui est sa tâche, le progrès du pays, le développement durable c'est le progrès social, la solidarité, ce n'est pas le chômage, ce n'est pas la régression des avantages sociaux, le développement durable de M. Juppé, sous couvert de la réforme de l'Etat, c'est le développement de Davos, c'est-à-dire le sacrifice d'un monde à un autre, sacrifice évidemment sacrifié lui-mme dans l'avenir. Projet social équivalent au néant.
Il a envie de faire définitivement le contraire en lançant des perches sur la flexibilité, Jean Poperen vient de le dire, c'est-à-dire l'institutionnalisation, la légalisation de la précarité, le Président de la République dit qu'il n'aime pas le nom mais a terriblement envie de faire la chose, et comment, dans sa logique de spectateur critique des difficultés de ces français si conservateurs, qui décidément ne comprennent rien aux charges du libéralisme, n'oublions pas que Monsieur Madelin a été son fidèle supporter pendant la campagne et qu'il s'en est séparé avec regret, et que pour Monsieur Madelin le développement durable c'était le libéralisme sans aucun frein.
Alors, est-ce que pour nous, Socialistes, dans cette convention le développement durable c'est encore une fois -on nous l'a souvent reproché, on a peut-être eu parfois un peu raison- la petite phrase à la fin, qui fait ouverture sur le monde, concession aux verts et saut dans le 21me siècle ?
Je ne crois pas, je crois que ce texte rompt complètement avec cela, nous n'avons d'ailleurs pas à être complexés sur le sujet, c'est lorsque Laurent FABIUS était Premier Ministre qu'a été votée la première loi sur les études d'impact, c'est lorsque Michel Rocard était Premier Ministre qu'il a déclenché le débat du monde sur l'effet de serre ; c'est lorsqu'Edith Cresson était Premier Ministre que la loi sur l'eau a été votée ; c'est lorsque Pierre Bérégovoy était Premier Ministre que quatre lois ont été votées : les déchets, les carrières, les paysages, le bruit. Qu'avons nous en face ? Une loi sur l'air, dérisoire, qui a cédé à tous les lobbys, une loi soi-disant qui a le mérite de mesurer, et qui va effectivement mesurer l'état dramatique, sur lequel on ne fait rien, de l'air, en particulier dans les villes, et c'est Lionel Jospin -le Gouvernement a tendance à l'oublier- qui pendant la campagne électorale a parlé le premier au niveau politique, au niveau d'un projet politique, de développement durable.
Car il s'agit d'un tout autre mode de développement de cette convention que celui que nous propose le Gouvernement, si d'ailleurs il nous propose quelque chose ! Cette initiative de développement durable que nous proposons c'est un changement de société, c'est un projet sur dix ans, qui rompt radicalement avec la politique actuelle du volte-face, qui redonne ses lettres de noblesse à une

planification rajeunie et surtout qui fera l'objet du débat avec le Parlement, car il n'y a pas de changement de société, c'est-à-dire de changement de mode de développement, sans un débat démocratique, qui doit avoir lieu dans tout le pays, pour choisir notre destin du 21ème siècle.
Ce projet de développement durable installera d'abord une autre fiscalité tenant compte des changements écologiques, c'est donc que la France, qui avait mis le débat sur l'impôt écologique, l'impôt CO2 dans un esprit de modernité sur la table la première en 1991, refuse tout aujourd'hui, depuis trois ans, et bloque le débat fiscal là-dessus en Europe.
Il intégrera également, ce projet de développement durable, un plan d'emplois écologiques, d'emplois environnementaux, qui sont une application immédiate d'autres programmes d'emploi où l'on pourra montrer qu'adaptation au terrain n'est pas flexibilité, que des emplois innovants ce ne sont pas des petits boulots, que l'économie, l'agriculture et l'environnement se déclinent dans une autre loi que celle d'une rentabilité que l'on pourrait appeler rentabilisme, qui est en fait une loi folle, qui rend les vaches folles et les hommes désespérés.
Il sera d'autre part le fondement de la suite d'une!ne productivité . J'ai pratiquement terminé.
Alors on nous dit que c'est une utopie, je ne pense pas, c'est une utopie, je crois, en revanche, le passage à la télévision tout à fait négatif du Président de la République qui nous a présenté un non projet, utopie, irréalisme, mensonge, voilà de ce côté là une utopie, le conservatisme c'est l'utopie négative, et je crois que dans cette convention nous retrouverons un projet, une utopie au sens mobilisateur de l'utopie, au sens de l'utopie Socialiste, qui a changé le monde et qui peut continuer de le changer.
(Applaudissements)

Alain Richard - Christophe Clergeot a la parole, ensuite Christian Pierret. Nous avons encore six orateurs à passer avant de déjeuner, faites de votre mieux les amis.

Christophe Clergeot

Chers Camarades, je crois qu'il y avait un point commun aux trois amendements ou textes alternatifs qui vous ont été proposés au vote, les initiateurs pensaient tous que le texte était encore insuffisant, qu'il manquait d'ambition, de clarté, de force ou de hiérarchie.
Pour ce qui concerne les amendements changés, nous pensions notamment qu'il était nécessaire de clarifier des débats qui restaient dans le texte d'une ambiguïté qui risque d'être pour nous mortelle. Je ne prendrai que deux exemples pour montrer que cette clarification n'a pas eu lieu et que le débat reste totalement ouvert.
Le premier est celui des 32 heures et de la réduction du temps de travail : depuis quelques années le Parti a beaucoup hésité, convention sur l'emploi, campagne présidentielle, nous étions à 37 heures, puis à 35, maintenant nous sommes à 35 puis la perspective des 32, vous savez, les perspectives que l'on repousse au

siècle futur, comme l'horizon indispensable de notre action. Mais plus fondamentalement, nous en sommes à 35, comme en 1981, faut-il donc penser soit qu'en 1981 nous avions tous tort, que rien n'ait changé deux millions de chômeurs après ? Pour que l'analyse de la société nous amène aujourd'hui aux mêmes conclusions qu'en 1981 de façon plus forte politiquement, si nous revenons au pouvoir, il reste une ambiguïté fondamentale : à quoi sert pour les Socialistes la réduction du temps de travail ? Est-ce que c'est, comme l'indique Henri Emmanuelli dans la plupart de ses interventions, d'abord un outil de redistribution ? ou est¤ce qu'il s'agit de créer des emplois ? Nous risquons de faire la même erreur qu'en 1981, réduction insuffisante, mesure uniforme, sans espace réel de négociation avec le coût portant intégralement sur les entreprises, donc pas de création d'emplois.

Il y avait d'autres choix possibles et nombre de camarades s'étaient exprimés dans la Commission Nationale, ou au Conseil national, autour de la logique des 32 heures, et sur la méthode employée par le Premier Secrétaire et la direction a permis d'éviter que ce débat soit abordé et soit débattu par les militants, résultat ce débat reste entier, certains pourraient espérer se convaincre que les 32 heures correspondent à nos 2,5 ou 2,6%, cela serait une erreur que chacun pourra constater dans les mois à venir, ce débat n'est pas tranché parce que les chômeurs, parce que l'état de la société, nous amèneront à clarifier, à renforcer nos positions sur des mesures immédiates permettant de réduire massivement le chômage.

Sur l'Europe, je crois que c'est pire et moi je voudrais aller plus loin que l'intervention de Jean Poperen, qui appelait à une mise au point par rapport à des dérives que l'on peut commencer à constater à droite ou à gauche, pourquoi avions-nous déposé un amendement ? parce que dans la Commission Nationale, quand certains écrivaient "conditions", d'autres pensaient "objectifs" et que nous pensons que cette ambigu•té pouvait amener à des dérives allant plus loin dans le sens eurosceptique, mais nous ne pensions pas que nous serions confirmés dans les faits aussi vite par un membre discret mais éminent de la direction nationale du Parti qui dans une interview de cet excellent hebdomadaire qu'est "Politis", nous a expliqué des choses ahurissantes.

Je voudrais vous relire juste deux phrases, on lui demande ce que les Socialistes feront si l'Allemagne refuse nos quatre conditions, Emmanuel Vals répond : "Une crise se produira qui pourrait donner lieu à une consultation populaire..." nous serions donc pour un référendum sur des conditions de passage à la monnaie unique comme le Mouvement des Citoyens ?!

Plus tard le journaliste lui demande pourquoi le Parti Socialiste ne se prononce-t-il pas un nouveau Traité comme le fait la gauche Socialiste, Emmanuel Vals répond : "Il y a eu une évolution importante du Parti Socialiste qui n'a peut-être pas été assez soulignée, les quatre conditions posées par Lionel Jospin représentent une évolution énorme, même par rapport au mois de mars, si aujourd'hui, rétrospectivement, nous devions à nouveau nous prononcer sur Maastricht, nous voterions sans doute contre."

Camarades, où est la ligne du Parti Socialiste ? où est notre orientation sur

l'Europe ? Où est notre projet européen ? A laisser se développer de tels propos, au moment où nous refusons de réaffirmer concrètement une perspective de l'Europe fédérale.
Alors voilà tous ces débats sont là, étalés devant vous, pas tranchés par les débats, à un an des élections. Alors je crois que malheureusement nous avons aussi un autre débat qu'il faudrait avoir le plus rapidement possible avec les forces sociales et les citoyens de ce pays, et nous devons nous méfier, à mon avis, d'une dérive qui consisterait à penser que parce que des militants votent 75% un texte du parti Socialiste, parce que les sondages donnent entre 25 et 30% au premier tour la possibilité d'une majorité absolue au second, nous n'aurions enfin de compte qu'à être sûrs de nous-mêmes et à attendre tranquillement que le balancier revienne vers nous. 1981 nous a montré à quel point cette méthode était dangereuse, Chirac aujourd'hui montre comment on ne peut pas gouverner un pays avec 20 ou 25% de soutien populaire aux élections qui l'ont précédé, donc la question centrale pour nous est maintenant de savoir si nous sommes capables d'enclencher une dynamique de rassemblement des forces de gauche et écologiques, et de ce point de vue là nous aurions intérêt, fédération par fédération, à bien réfléchir aux choix qui seront faits concernant les élections législatives et régionales, de ne pas penser que spontanément nous allons rassembler en ne proposant rien à personne, ni considérer que le rassemblement c'est quand le Parti est plus fort et que les autres sont plus faibles, et nous avons besoin de créer une dynamique citoyenne à gauche, de mettre en mouvement la société autour de nos propositions, et non seulement de mettre en mouvement la société autour de nos propositions mais d'écouter ce que les forces sociales, les citoyens, auront à nous dire, de l'écouter et de l'entendre, et de l'intégrer dans les propositions que nous avons, et quand tout cela sera exprimé, de prendre à notre compte cette richesse qui se sera développée pour que le programme des Socialistes ne soit pas un simple texte voté dans une ambiguïté totale aux mois de novembre et de décembre 1996, mais soit le résultat d'une mise en mouvement d'une mobilisation de l'expression populaire qui parte des questions telles qu'elles se posent au quotidien dans la société et non pas de la ligne tactique qui permet du mieux possible de préparer l'échéance législative en brossant l'opinion dans le sens du poil.
(Applaudissements).

Véronique Neiertz - Christian Pierret, ensuite Dominique Strauss-Kahn.

Christian Pierret

Mes Camarades, malgré l'heure tardive je vais vous parler d'un sujet un peu austère et complexe qui est la fiscalité.
Aux yeux de nos concitoyens la fiscalité apparaît aujourd'hui pesante, complexe et injuste, les ménages français sont de plus en plus réfractaires à l'impôt, ils comprennent mal la fonction redistributive de certains de ces impôts, et sans céder à la mode sur ce sujet, nous avons tenu compte de cette sensibilité dans notre projet en nous contraignant à stabiliser les prélèvements obligatoires si

nous conquérons la majorité.
L'impôt est en effet de moins en moins supportable, plus de 120 milliards de francs ont été demandés aux ménages en 1995 et 1996, dans le même temps 18 milliards de francs supplémentaires ont été prélevés sur les contribuables locaux, du fait des transferts de charges et des ponctions de l'Etat, dont Catherine Trautmann parlait tout à l'heure.
L'impôt connaît aujourd'hui une complexité inégalée, confrontés à ces hausses, les français ne comprennent plus très bien qui prélève, quoi est prélevé et dans quel but. Quand le Gouvernement annonce 25 milliards de baisse d'impôts, la vérité est plus proche de 11 milliards. Fausse baisse de la fiscalité nationale, mais vraie hausse des impôts locaux.
Juppé ajoute ici la démagogie à la confusion, l'impôt est injuste et la droite accroît l'injustice, au principe de l'ultra libéralisme de la baisse des tranches supérieures de l'impôt pour les plus riches, des parlementaires du RPR et de l'UDF, au Président de la République, partisans d'un allégement de l'ISF, nous opposons notre volonté de justice sociale et nous avons d'ailleurs déjà beaucoup fait dans ce domaine, crédits impôts, recherche impôts de solidarité, impôt sur la fortune, taux de TVA réduit sur les produits de première nécessité, CSG etc. etc.
Mais trop parcellaire notre œuvre réformatrice reste aujourd'hui inachevée, une vraie réforme fiscale s'impose donc si nous sommes au pouvoir. Cette réforme n'existera pas par toute la force de notre démarche mais sera un critère décisif, notre volonté politique de transformation de la société, les français nous jugeront après l'emploi, bien sûr, sur notre capacité à transformer dans le sens de la justice la fiscalité.
Cependant, notre réponse à leur attente interviendra dans un contexte que nous n'avons jamais affronté à ce degré de mondialisation économique, de volatilité des capitaux, de délocalisation des activités des revenus et des hommes, de dumping fiscal entre les états et même entre les régions.
Le Luxembourg est toujours à une heure d'avion de Paris, la City et les places financières rivalisent d'ingéniosité pour défiscaliser les revenus de placements financiers, notre défi est de réformer profondément dans ce contexte difficile, je crois qu'il faut mettre en œuvre trois principes et je voudrais m'attacher ici à la décrire surtout au regard de la réforme de la fiscalité locale, décentralisation, spécialisation, globalisation.
Il n'y a pas de réforme locale sans modernisation de la monnaie, pour accomplir cette deuxième étape nous devons promouvoir une répartition nouvelle des compétences entre les différents niveaux de collectivités, communes, départements, régions.
Ainsi la Région aurait en charge l'aménagement de l'espace, les transports, le développement économique, en liaison avec les groupements de communes et la formation, le département l'action sociale et les grandes politiques de lutte contre l'exclusion, la commune garderait naturellement ses très larges prérogatives de proximité, une déconcentration administrative et un non cumul des responsabilités exécutives locales devront obligatoirement accompagner ce nouvel étalement des compétences.

Deuxième principe : l'étagement des compétences doit correspondre à un nouveau partage de la fiscalité locale allant vers une véritable spécialisation territoriale des impôts locaux. Les taxes d'habitation, les taxes foncières correspondent, par nature, au niveau communal, et secondairement, au niveau des taxes départementales.
Les impôts locaux doivent mieux tenir compte des capacités contributives des citoyens. Aux plus riches revenus il faut demander le plus et avec les plus modestes, il faut être solidaire.
Une plus grande progressivité du prélèvement doit être également cherchée et doit être la règle dans notre réforme de la fiscalité locale.
Les entreprises doivent maintenir, contrairement à ce qui est dit par la droite aujourd'hui, leurs liens par l'environnement direct dans lequel elles évoluent. Je pense au Bassin d'Emploi c'est-à-dire le plus souvent l'agglomération ou le groupement de communes.
C'est à ce niveau là que la taxe professionnelle doit être perçue pour jouer pleinement son rôle sans risque d'un dumping fiscal suicidaire pour le développement économique, la croissance et donc pour l'emploi.
La taxe intérieure sur les produits pétroliers aujourd'hui perçue au niveau national, au mieux une taxe plus globale sur l'énergie, du type de celles préconisée par la CEE correspondrait au financement et aux compétences de la Région.
troisième et dernier principe : la réforme doit porter sur l'ensemble de la fiscalité locale. Il faut tout d'abord simplifier, simplifier l'assiette de l'impôt local pour le rendre plus clair, plus transparent et plus lisible.
Le citoyen doit comprendre qui le prélève et à quelle collectivité compétente est versée sa contribution et à quelle priorité elle est affectée.
Simplifier. Il faut redistribuer le poids de l'impôt local en fonction des revenus. Il faut clarifier les rapports entre l'Etat, les collectivités locales, en cessant de faire de l'Etat le premier contribuable local, par exemple avec la taxe professionnelle.
Il faut enfin largement péréquer. Nous avions commencé à le faire sur les impôts locaux pour créer une dynamique de solidarité territoriale au profit des espèces les plus défavorisées.
Voilà mes chers camarades quelques principes, quelques idées force, qui, s'ils sont suivis avec courage - mais ce sera difficile en les annonçant dès maintenant avec détermination - nous permettront de poursuivre la dynamique politique qui nous conduira dans quelques mois à l'adoption de notre programme de Gouvernement et je l'espère à la victoire politique dans un an.
(Applaudissements).

Le président - Merci.
La parole est à Dominique Strauss-Kahn.

Dominique Strauss-Kahn

Mes camarades, il y a une chose dont je crois nous sommes tous convaincus

après le débat dans l'élection après nos réunions, après cette Convention qui se déroule, c'est que nos propositions sont bonnes.
Elles sont bonnes et elles suivent la ligne que Lionel Jospin leur a fixées d'entrée de jeu, d'être à la fois réalistes et d'être à la fois de gauche.
Je crois que c'est vrai, des propositions plus classiques, comme la croissance, la réduction du temps de travail, la CSG, ou de celles qui sont plus novatrices et qui ont trait à l'emploi des jeunes.
Elles sont si bonnes que la droite a commencé par les critiquer, ce qui est normal mais qu'elle a continué par les reprendre et vous avez entendu le Président de la République faire grand cas de l'emploi des jeunes, puisqu'on va maintenant évidemment les aider, et les former. On a d'ailleurs entendu le même président de la république essayer de dénigrer la faon dont nous voulions avancer sur l'emploi des jeunes.
Je voudrais m'y arrêter un instant.
Je crois que c'est un sujet sur lequel, en campagne, quand nous serons sur le terrain, à partir je dirai presque de lundi matin, il faudra que nous ayons les idées bien claires.
Il y a aujourd'hui dans notre pays 700 à 750.000 jeunes qui sont en dehors de tous les circuits, en dehors de toutes les insertions sociales . Ce sont ceux qui sont dans la plus grande difficulté et qui appartiennent à des familles dont le père travaille, dont la mère est au chômage, le grand frère qui n'a pas de travail. Tout cela fait qu'il n'y a aucun lien ce socialisation.
Comment peut-on les entraîner vers une formation quelconque quand ils ont l'impression que tout cela ne sert à rien et qu'il n'y a jamais de travail.
Au-delà de l'injustice, qui fait qu'il n'y a pas de raisons d'accepter un pays dans lequel il y aurait deux fois plus de chômage chez les jeunes que dans les autres, au-delà du formidable gâchis à laisser notre jeunesse comme cela hors de la société, il y a, je crois, pour nous, un devoir moral, pour nous adultes, de ne pas laisser ces jeunes arriver eux-mêmes à l'âge adulte sans comprendre, dans leur fibre profonde, ce qui fait le lien dans une société comme la nôtre... peut-être que dans un siècle ou deux, ce sera différent !
Aujourd'hui c'est par le travail qu'on s'insère dans la société . C'est par là qu'on gagne évidemment son pain mais aussi sa forme de statut social.
Autoriser aujourd'hui une France dans laquelle une dizaine de tranches d'âge, entre 16 et 25 ans - ce sont les 700 000 dont je parlais - rentrent à cet âge adulte, sans rentrer par le travail, sans avoir au fond de leur conception de la société, l'idée que c'est comme cela qu'on s'insère, c'est à la fois moralement inadmissible pour nous, je crois, et c'est au demeurant se créer de graves problèmes pour l'avenir car ces tranches d'âge vont vieillir sans jamais s'insérer pendant des dizaines d'années dans la société française et cela peut représenter 700, 800, voire 1 million de personnes.
A aucun moment, ces gens ne seront capables de s'insérer. IL y a donc pour nous un devoir économique, un devoir moral. Nous l'avons tranché en disant : "l'Etat s'engage et la moitié, donc 2 à 300.000 personnes, sera prise en charge par l'Etat et les collectivités territoriales ou encore dans la fonction publique hospitalière

sous la forme de contrat à durée indéterminée que l'Etat assumera pour son paiement, presque intégralement, même si une partie peut être demandée aux collectivités territoriales.
J'entends dire à droite, bien évidemment : "voilà, les Socialistes, ils vont dépenser de l'argent, ils veulent faire des fonctionnaires !"
Quel Maire ici ne sait pas que dans les collectivités territoriales on peut prendre, selon la taille de la ville bien sûr, des dizaines, voire des centaines de jeunes pour leur donner un métier, les former et leur faire faire quelque chose, rendre un service à la population et pas simplement ramasser les ordures ou repeindre les écoles et, aussi, en fonction de leur niveau de formation, aider à l'alphabétisation, à l'insertion sociale de ceux qui sont dans les plus grandes difficultés".
Cela fait quoi ?
Cela fait 35 milliards de francs. C'est beaucoup d'argent, oui beaucoup d'argent.
Ces 35 milliards de francs, concernant la partie publique, sont à mettre en regard avec la soixantaine de milliards que coûte l'ensemble des exonérations sociales aujourd'hui. Celles qui touchent les jeunes, qui touchent les moins jeunes, celles que nous-mêmes avons mis en place et dont on sait très bien qu'elles n'ont aucun effet sur l'emploi.
Le choix est simple : est-ce qu'on préfère continuer à faire tomber dans les caisses des entreprises, avec un effet minime, l'emploi des milliards et des milliards de francs ? Ou est-ce que l'Etat prend en main directement sa responsabilité ?
Pour embaucher ces 350.000 jeunes, rappelez-vous de la campagne présidentielle ?.. le fameux CIE de Chirac.
L'INSEE nous dit "c'est 30.000 emplois nets". Cela coûte près de 20 milliards de francs. Le choix qu'il faut proposer aux français est simple. C'est 20 milliards de francs pour 30.000 emplois !
C'est 35 milliards pour 350.000 jeunes. Il n'y a pas photographie comme disent mes enfants.
Il faut arriver à convaincre les français. Il y a la partie privée, mais on nous dit "vous n'y pensez pas. Vous voulez forcer les entreprises et on n'a jamais vu cela". Mais enfin, quand on pense à l'effort demandé aux entreprises.. il est de l'ordre d'un peu moins de 1% de la masse salariale. Quand en 1971, lors de la mise en place de la formation professionnelle, sous un Premier Ministre qui s'appelait Chaban-Delmas, on a mis en place un système qu'on a bien fait de créer,... s'il y a aujourd'hui de la formation professionnelle dans ce pays, c'est grâce à ce 1%.
Il y a eu une loi qui prélevait 1% sur la masse salariale et personne n'a crié au Gosplan, alors qu'aujourd'hui les difficultés sont grandes, et l'enjeu est aussi important pou notre société.
Il serait inconcevable qu'un peu moins de 1% soit consacré à l'embauche de 350 000 jeunes. Imaginez si dans un an et demi, disons même deux ans, les 700 000 jeunes en question sont effectivement sortis de la situation dans laquelle ils sont.
700 .000 en moins dans les statistiques du chômage, c'est 700 000 en plus dans

Fondation Jean Jaurès

la société. Cela veut aussi dire 700 000 familles qui font de la consommation...700 000 foyers et encore plus de familles autour qui savent que les choses ont changé.
Quand nous parlons - et nous le faisons souvent dans notre jargon d'experts ou de politiques - nous parlons, dans les sections, de rendre actives les dépenses passives.
Le chômage coûte 400 milliards tout compris. I faudrait transformer cela en dépenses qui servent l'emploi. On le dit mais après on ne sait plus comment avancer . Nous avons un moyen d'avancer. Ce moyen d'avancer, c'est le moyen de faire que par l'initiative prise - car ces 700 000 Jeunes au bout d'un an seront dans l'emploi et non pas à l'extérieur - eh bien une part des dépenses qui aujourd'hui servent à subvenir à leurs besoins de RMI, parfois d'indemnités chômage soient transformés par l'Etat pour servir l'emploi.
Si nous arrivons à faire cela, alors nous avons la clé pour le reste des propositions. Une clé en terme de confiance et de crédibilité... aussi la clé en terme de mouvements qui démarrent, qui commencent, qui font que la donne change et que sur la réduction du temps de travail, comme sur la croissance sur la réforme fiscale, les français croiront que l'Etat, afin de retrouver sa possibilité d'agir, a trouvé la raison d'être de sa politique.
Or c'est bien l'Etat qui est en cause. Nous venons de vivre depuis la fin des années 1970, depuis une petite vingtaine d'années, une période au cours de laquelle la fonction attribuée à l'Etat n'a fait que reculer.
Comment s'étonner que dans le même temps la confiance faite à la politique se soit un peu étiolée ?
Moi je veux que dans la période qui vient, nous soyons capables de faire revenir l'Etat à sa place. Celles de l'intérêt général, cela n'est pas l'Etat tiers. Ce n'est pas obligatoirement la manière de "papa" de traiter les affaires mais c'est peut-être une nouvelle méthode, une nouvelle manière de faire que l'Etat s'investisse. Mais c'est bien de l'Etat qu'il s'agit. Je ne veux pas de la flexibilité laissée au marché en matière de lutte contre le chômage; Je ne veux pas de la charité laissée aux associations en matière de lutte contre l'exclusion. Je veux que l'Etat et la puissance publique dans chacun des domaines reprenne ses pleines compétences. C'est notre travail de le faire.
Au travers de cet exemple de l'emploi des jeunes sur lequel je m'arrête, puisque notre temps est limité, nous avons une manière de montrer que nous sommes capables d'agir pour l'emploi et pas simplement en libéralisant le marché ou en dérégulant, mais en refaisant réintervenir massivement ce qui constitue, pour nous, un moyen d'intervention majeur, qui est celui de la puissance publique.
On dit que nous n'avons pas d'autres choix aujourd'hui pour que l'Europe survive. Je partage ce que disait Jean Poperen tout à l'heure sur la nécessité d'aller dans ce sens. On dit que nous n'avons pas d'autres choix que de nous coller au modèle américain. Alors allons-y sur la dérégulation, sur le marché du travail.
Allons-y sur la diminution de l'importance de l'Etat Providence, et de la sécurité. Je crois que nous sommes en train de faire la preuve - et elle était nécessaire -

que ce modèle français qui ressemble dans une certaine mesure à beaucoup d'autres pays Européens, ce modèle qui est fondé sur la solidarité, qui est un modèle qui avant tout fait passer les ambitions collectives avant les intérêts individuels, que ce modèle n'est pas mort, qu'on peut continuer à le faire vivre , l'adapter certes, mais le faire vivre et le porter à l'extérieur.
IL y a un nombre considérable de pays aujourd'hui qui cherchent leur modèle de société qui accède doucement au développement.
A ceux-là nous devons montrer qu'il n'y a pas qu'un seul choix, que l'histoire n'est pas finie comme on le disait, il y a quelques années, ce qui n'est pas le modèle anglo-saxon, surtout version américaine, qui peut être proposé. Il y a un modèle Européen dans lequel la France, depuis la révolution, a beaucoup donné.
Ce modèle Européen autour de l'intérêt général et de la solidarité peut encore vivre mais au moins être aussi efficace que l'autre, et ce que nous avons commencé par nos propositions, c'est un regret, et un ensemble je crois, soyons modestes, de propositions qui montrent qu'après la grande vague dans laquelle la social-Démocratie s'est enrichie aux lendemains de la guerre pendant une trentaine d'années, après toutes ces années de désorganisation sociale qu'on appelle le libéralisme et que le monde a vécu depuis une quinzaine d'années !
Les sociaux démocrates en France, partout en Europe, `mais pour nous aujourd'hui, en France, sont capables de reconstruire un modèle. Un modèle qui repose sur la solidarité, la main tendue aux autres, l'action collective et la volonté d'aller en avant.
(Applaudissements).

Alain Richard - La parole est à Yvette Roudy.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, le texte adopté par le Conseil National a rencontré, nous en sommes heureux, une vraie popularité auprès des français et l'adhésion des militants.
Il répond d'abord à la préoccupation essentielle du moment, à savoir l'emploi.
Nous avons eu raison de mettre ce thème au cœur de notre texte en l'accompagnant de ce que j'appelle un engagement éthique puisqu'il a été dit, nous disons ce que nous allons faire et nous ferons ce que nous avons dit.
Les débats en section ont cependant permis de soulever quelques points qui exigeraient quelques clarifications. Nul n'ignore, et nous le savons maintenant puisque nous savons comment fonctionne l'Etat, la formidable capacité de fagocitage de la toute puissance de notre technocratie. C'est pour cela qu'il serait très prudent d'être très précis à l'avance sur notre chiffrage.
J'ai écouté attentivement Dominique Strauss-Kahn, et j'ai été heureuse de l'entendre être très précis sur la faon dont nous allons financer ces 350 000 emplois et faire financer les autres 350 000. Mais en relisant le texte, ce n'est pas aussi clair.
Il va falloir dire clairement que ces 350 000 emplois seront financés par l'Etat et non pas par les collectivités locales ...(Applaudissements)... parce que je ne sais

Fondation Jean Jaurès

pas si les régions et les Conseils généraux auront les moyens, mais je peux vous dire que les villes n'auront pas de moyens et nous le savons parce que les villes sont écrasées en ce moment par des charges dont l'Etat se débarrasse, et beaucoup d'entre elles ne savent pas comment elles vont boucler leur budget.
Si nous avons pu faire, si les Maires ont pu faire pendant un premier mandat pas mal d'investissements, cette fois-ci, ils ne pourront plus en faire autant. Il ne faudra pas nous demander de financer ces emplois bien qu'étant preneurs. Quel est le Maire qui ne prendra pas tout de suite des brassées d'emploi de ce genre ? Mais on ne pourra pas, les villes ne pourront pas les financer.
Soyons donc très clair et revenons à ce que vient de dire Dominique Strauss-Kahn d'une manière aussi pertinente et aussi claire.
S'agit-il de 35 milliards, de 45 ou de 60 ? Je ne sais pas, mais je souhaiterais que le texte qui sorte demain le dise avec précision parce que même si nous n'avons que cela à dire, cela suffirait pour une campagne, soyons-en convaincus.
Sur un deuxième point, sur la CSG, il y a eu de nombreuses discussions en sections sur ce qu'il faut bien appeler une sorte de détournement puisque c'était un impôt et que c'est en quelque sorte devenu maintenant un détournement de la pensée de Michel Rocard lorsqu'il l'a créée. Est-ce que c'est un impôt juste au motif qu'il serait le même pour tout le monde ? C'est la question que l'on peut se poser. Dès lors que son augmentation touche de plus en plus de revenus, y compris les plus faibles, ceux des retraités qui ont le sentiment de payer deux fois leur retraite, est-ce qu'il faut vraiment qu'il s'accompagne d'une déductibilité ? Moi, je n'en suis pas convaincue. Cette déductibilité de la CSG est-elle juste au regard de ceux qui ne payent pas d'impôts ? Parce que eux ne peuvent rien déduire, puisque de toute faon ils ne payent pas d'impôts sur le revenu ! Donc, on sait bien qui l'on avantage. Je pose la question, je ne suis pas sûre que ce soit très juste.
Un dernier point sur les retraites. J'ai fait passer dans ma section deux petits amendements qui ont été repris par la Fédération. Dans le premier, nous demandons que soit interdit le cumul emploi-retraite au-delà d'un seuil décent de revenu, par exemple, avons-nous dit, l'équivalent de deux SMIC. Il est très choquant, lorsqu'un retraité reçoit deux fois le SMIC, de le voir en plus occuper un emploi. Je pense que nous ne pouvons pas l'accepter et je crois qu'il faut le dire.
Le dernier point que je traiterai rapidement porte sur la durée de cotisation nécessaire pour bénéficier de la retraite, les fameux 37 ans et demi.
Nous savons que par très mauvais goût, en plein été, Edouard Balladur a porté, pour ce qui est du secteur privé, l'obligation du paiement de la cotisation à 40 ans, passant de 37 ans et demi à 40 ans. Lorsque Alain Juppé a essayé de faire la même chose, il s'est heurté à une mobilisation sans précédent. Les salariés du public, à ce moment-là, avaient un slogan intéressant, ils disaient : il y a trop de jeunes au chômage pour que ceux qui travaillent plus longtemps ; il faut au contraire réduire le temps de travail. Je crois que cela devrait être notre démarche ...(Applaudissements)... et nous devrions privilégier le retour aux 37 ans et demi de cotisation, c'est-à-dire égaliser par le haut, ce qui est notre

principe. Faisons-le.
C'était là, mes chers camarades, les trois points sur lesquels je voulais insister compte tenu du temps qui nous est imparti. Je vous remercie.
(Applaudissements)

Alain Richard - Ahmed Gayet, et Bruno Leroux conclura la matinée.

Ahmed Gayet

Mes camarades, je suis un obstiné, je sais que vous vous doutez de ce dont je vais vous parler, mais j'assume.
Cette Convention est l'occasion pour le Parti Socialiste de réaffirmer, parmi d'autres propositions, sa volonté de s'attaquer à ce fléau que représente le chômage chez les jeunes. Les générations actuelles, frappées par les mots "échec", "Sida", "désœuvrement", se débattent entre volonté, crainte et solitude.
Parmi ces jeunes, ceux que l'on appelle enfants des banlieues tentent souvent en vain d'échapper aux mailles des filets de la désespérance. Pour eux, les perspectives se limitent trop souvent aux murs des tours des HLM. Pour ceux d'entre eux qui sont issus de l'immigration tout devient handicap dans leur course à la recherche d'un emploi : le faciès assimilé avec ô combien de délicatesse à un "délit de sale gueule", le nom qui, comme le dit M. Gollnisch, sinistre Secrétaire national du Front National, marque la frontière entre les français de souche et les barbares, ou encore l'adresse qui, dans un CV, stigmatise certains quartiers. C'est dans ce contexte que grandit le désespoir, le repli, car ces jeunes n'ont plus confiance dans les adultes et diabolisent la politique. Ils ne croient en rien et sont prêts à tout et deviennent spectateurs d'une vie qui leur échappe. L'alcoolisme, encore plus que la toxicomanie, fait des ravages dans cette jeunesse des quartiers où il ne se passe pas un jour sans que l'on apprenne qu'un gosse en a tué un autre, comme si, à 15 ans, la vie n'avait déjà plus aucune valeur pour eux.
Relégation, échec, racisme, ghettoïsation, tout a été diagnostiqué, analysé, "banlieuscopisé".
Perte de repères, chômage, économie souterraine, tout a été dit et redit.
Il est plus que temps d'appliquer de vrais remèdes.
Or, que voit-on ?
Monsieur Raoult, Ministre de la ville et de l'intégration, a annoncé dans tous les médias des mesures concrètes en direction de cette jeunesse. Celles-ci se résument, mes camarades, à un projet de numéro vert pour les exclus des boîtes de nuit !
(Applaudissements)
Certes, l'accès aux loisirs est un droit, mais l'emploi, la formation, le logement ne le seraient-ils pas tout autant ? C'est là qu'il faut agir et non pas aux portes des boîtes de nuit, ou pas seulement.
Il est urgent de donner à ces jeunes des signes concrets, de donner un contenu au mot "intégration" que parfois ils rejettent.
Le contenu pourrait être celui d'accès à la citoyenneté, tout simplement.

Il faut lutter contre la discrimination à l'embauche, instituer un système de tutorat pour les trop nombreux jeunes tentés par la délinquance. Il faut donner de vrais moyens aux enseignants à qui l'on demande d'être éducateurs, nounous, infirmiers, parents, grands frères, sans moyens, aux travailleurs sociaux, aux responsables associatifs actuellement transformés en pompiers armés de seuls arrosoirs !
Il faut faciliter l'accès à la nationalité française.
Et, mes camarades, il faudra réfléchir au moyen d'intégrer l'Islam dans le paysage français pour le sortir de la clandestinité ...(Applaudissements)... des caves, parce-que la laïcité le garantit et parce qu'il faut prendre garde aux manœuvres du Gouvernement qui veut mettre le feu aux poudres en légiférant sur le foulard.
Il faut associer la jeunesse à un projet de société commun et motivant.
Sur tous ces sujets, les jeunes présents dans nos rangs et présents dans cette salle, ou qui œuvrent dans les quartiers, ont des propositions à faire. Nous avons, nous, des choses à leur dire. Encore faut-il les entendre, encore faut-il se faire entendre.
Au début de l'année 1997, la Commission nationale qui est en charge de l'intégration fera une série de propositions en ce sens à notre Premier Secrétaire, pour les diffuser ensuite au Parti, mais c'est dès aujourd'hui que le Parti Socialiste, dans le contexte actuel favorable aux amalgames, à la stigmatisation, doit se porter au devant de la scène.
Le risque est réel de voir des jeunes basculer dans la violence à grande échelle et déjà des systèmes maffieux utilisent certaines de ces jeunes comme main d'œuvre, transformant les autres en clientèle, faisant de tous, dans tous les cas, des victimes.
La tentation est grande pour certains d'assimiler l'ensemble de cette jeunesse à quelques-uns, ultra-minoritaires, qui ont basculé.
Il faut le rappeler avec force, la population d'origine étrange, la jeunesse qui en est issue, n'aspirent qu'à une chose : vivre en harmonie dans ce pays qui est le leur. Ils ne peuvent être les otages de la haine distillée par Le Pen.
Je terminerai en vous disant, mes camarades, que des vents mauvais soufflent sur les jeunes les plus fragilisés et peuvent les mener à un point de non-retour. Il est de leur responsabilité d'y résister, il est de notre responsabilité de leur donner les moyens d'y résister. Faute de pâte à modeler, les gosses iront arracher le mastic des fenêtres, faute d'être acceptés et reconnus les jeunes feront payer à la société tout entière leurs propres souffrances.
A nos élus, localement, de faire les signes indispensables. Lionel Jospin, qui a une image forte auprès de ces jeunes, l'a redit en Bureau national, il nous revient dans cet océan de désintégration d'être un pôle intégrateur et de dire à cette jeunesse des quartiers que des hommes et des femmes politiques s'intéressent à eux et réfléchissent au moyen de leur donner un avenir.
Les Socialistes ont une responsabilité de plus envers ces jeunes, c'est celle que donne la proximité. Dans leur combat, les immigrés, leurs parents, vous ont trouvés à leurs côtés. Aujourd'hui, c'est de leurs enfants qu'il est question.

Fondation Jean Jaurès

L'histoire, notre engagement, le sens de l'avenir veulent que nous agissions pour qu'ils trouvent leur place dans un projet de société qu'il nous faut bâtir ensemble sans attendre. (applaudissements)

Véronique Neiertz - Merci Ahmed.
Le dernier intervenant de cette matinée sera, comme il se doit, un Maire de Seine Saint-Denis, Bruno Leroux, Maire d'Epinay.
Je vous annonce, mes camarades, que le débat reprendra cet après-midi à 15 h 00 précises.

Bruno Leroux

Mes chers camarades, 700 000 emplois pour les jeunes et voilà qu'un formidable espoir existe aujourd'hui dans le pays. Voilà ce que les français risquent de retenir de nos travaux. Voilà ce qui, aux quatre coins de notre agglomération, au cœur de notre quartier, de nos quartiers, va donner crédit à notre projet de société.
En disant cela, je sais être porteur d'une démarche responsable, réaliste, ambitieuse aussi, que nous tous, Maires, élus, souhaitons voir aboutir pour prendre enfin la mesure de la crise urbaine, doublée d'une crise de la jeunesse qui, à nos yeux, bien souvent, ne provoque pas véritablement la prise de conscience nécessaire.
Pour ces emplois, nous l'avons bien compris dans le texte et je crois que c'est comme cela que je l'ai lu de la faon la plus claire qui soit, nos habitants ne vont pas admettre que l'on attende tout des collectivités locales. Les collectivités locales ne peuvent pas tout, surtout lorsqu'elles sont privées de ressources par un état à la seule recherche d'économies budgétaires. Soyons réalistes et que chacun assume ses missions et ses responsabilités.
Je crois que l'Etat doit prendre sa part à cette bataille, avec volonté certes, mais aussi avec modestie, comme on le rappelait précédemment.
Ces nouveaux emplois par exemple, enjeu sur lequel nous fonderons notre nouvelle politique, réussiront (soyons clairs, disons-le clairement et je crois que nous l'avons dit dans le texte) si nous en trouvons le financement par l'Etat et la mise en place opérationnelle, sur le terrain, dans les cités, par les élus et l'investissement des habitants pour la création de services nouveaux. C'est ainsi que cela marchera. Cela, c'est un partage qui marche.
Je nous sais tous prêts à réfléchir à ces nouveaux gisements d'emplois et la réaction que nous avons eue, à plus d'une cinquantaine, face au leurre des emplois de ville tels qu'ils ont été présentés par le Gouvernement, a bien montré cette réalité d'une absence de financement dans les collectivités locales et d'une demande à l'Etat de faire face aux besoins qui sont les nôtres.
Mais aujourd'hui, j'ai envie de vous dire, mes chers camarades : allons beaucoup plus loin. Affirmons, en suite de ces emplois de ville, que la politique de la ville tout entière est à revoir.
Il faut ouvrir les yeux. Les déséquilibres sont de plus en plus énormes et sont l'exacte antithèse de la société que nous souhaitons. Le Gouvernement de M.

Fondation Jean Jaurès

Juppé nous avait annoncé, il y a presque un an, un Plan Marshall pour les banlieues... Sans doute pensait-il que nous sortions d'une guerre ! Nos villes ne sont pas en guerre, elles concentrent simplement le désespoir d'une grande partie de ceux qui n'ont rien vu venir d'autre qu'un train de "mesurettes" financées sur leurs impôts locaux et sur le dos des collectivités locales !
Alors, ne nous étonnons pas de la véritable levée de boucliers provoquée par le sentiment d'injustice profonde devant les promesses de ce Gouvernement en matière de politique de la ville qui sont aujourd'hui intervenues.
Et si nous constatons qu'avec Balladur, puis Juppé, la politique de la ville n'est devenue qu'affaire de bonne conscience, n'ayons pas peur de dire que la politique de la ville a souvent aussi été trop commisérative, trop marquée par l'assistance. Elle l'est tellement devenue que la liste des endroits où cela va mal ne cesse d'enfler dans les médias, de circuler chez les fonctionnaires ! On discute, on glose, on se fait peur sur cette liste des quartiers difficiles, sur ces lieux où personne n'espère aller, où personne n'espère être nommé et sur ces lieux que de plus en plus de gens aspirent à quitter.
Cette politique dont le zonage est devenu le symbole patent, nous devons et nous devrons la changer.
Je vous dis, mes chers camarades : arrêtons le langage de charité pour les banlieues et pour les quartiers en difficulté, arrêtons le langage des opérations militaires, mais arrêtons aussi le langage technocratique : zone franche... ZUS... SRU... ZEP... toute une série de symboles.. Les Zones Urbaines Sensibles, est-ce que vous croyez vraiment qu'il n'y a pas un Ministre qui aurait pu dire au technocrate qui a inventé cela qu'il y avait un autre nom pour désigner ces quartiers sur lesquels on allait faire porter quelques "mesurettes" ?
(Applaudissements)
Parlons plutôt du développement équitable de la France dont ces quartiers font partie et discutons solidarité et justice.
Non. Nos banlieues, Lionel, ne pourront plus, dans le projet que nous constituerons derrière, se satisfaire de "mesurettes" et la charité bien ordonnée, comme celle que proposent MM. Gaudin et Raoult et qui favorise toujours les plus riches sans qu'aucun résultat ne soit visible dans ces quartiers-là, n'est plus aujourd'hui acceptable.
Nous avons aujourd'hui une version métropolitaine de l'assistance humanitaire, avec son cortège de zonages, d'interventions segmentées et de retombées qui sont des retombées anecdotiques. Aucune des mesures de la politique de la ville mise en place dans ce pays n'a de résultat autre que symbolique ou autre qu'anecdotique à l'échelle des difficultés de nos quartiers.
(Applaudissements)
Le résultat, en plus, c'est qu'on se dit quelquefois que des mesures ont le mérite d'exister... Eh bien, là, le pire, c'est qu'elles existent, car pour les habitants de nos quartiers cela repousse toujours à après-demain, à plus loin, les vraies mesures et les vraies choses qui font changer les quartiers.
Il faut donc une rupture dans la politique de la ville, qui doit s'appuyer sur de nouvelles logiques pour l'action, car il faut accepter d'intervenir massivement là

Collection Jean Jaurès

où les besoins se font le plus sentir, vite et massivement pour l'éducation, vite et massivement pour la sécurité, vite et massivement pour l'emploi.
Ce n'est pas d'un îlotier supplémentaire, comme on nous le dit quand on va chez le Préfet, dont nous avons besoin, ce n'est pas de classes de 30 ni même de 25 dont nous avons besoin dans ces quartiers, c'est d'équipes de policiers qui soient soudées, qui soient présentes au jour le jour et pas simplement quand il y a des problèmes avec les cars de CRS après coup, c'est d'enseignants qui soient présents, avec des classes dont les effectifs soient de 15, de 20, et c'est de bonifications pour que les collectivités territoriales et locales puissent construire des établissements scolaires à l'intérieur de ces quartiers. C'est d'un redéploiement total des moyens pour la création d'emplois dont nous avons besoin, emplois qui font cruellement défaut dans ces quartiers, notamment les emplois de proximité.
éducation, emploi, sécurité, voilà les trois pôles d'intervention publique massive pour un développement urbain solidaire.
A cette nouvelle logique d'action, nous devrons bien entendu faire correspondre une nouvelle logique de redistribution de la fiscalité locale.
Pourquoi, au nom de quel principe les moyens financiers et humains doivent-ils rester concentrés là où le besoin est le moins évident ? Doit-on continuer de laisser faire, de laisser aller ? Pouvons-nous nous satisfaire de voir les entreprises s'agglutiner toujours dans les mêmes villes sans qu'aucune richesse créée ne soit redistribuée et sans que dans ces villes les besoins ne soient à assumer le soir quand les populations quittent leur lieu de travail ?
Faisons là encore de ce principe de redistribution des richesses notre engagement dans la politique de la ville.
Vous le savez, mes chers camarades, tous les reculs, toutes les erreurs qui sont le lot quotidien de ce Gouvernement sur la politique de la ville ont un prix, et le prix le plus lourd est peut-être celui du mépris que l'on impose et que subissent tous ceux que notre société abandonne. C'est impardonnable et cela ne nous serait pas pardonné si nous revenions sans des objectifs radicaux de changement.
700 000 emplois pour les jeunes, c'est un signe d'une force terrible. Ajoutons-y une réforme totale de la politique de la ville, parce que c'est là, sur le terrain, dans nos quartiers, que nous décuplerons la portée de cette mesure pour l'emploi des jeunes, c'est là que nous remobiliserons ceux qui souffrent et je crois que c'est là qu'après avoir tracé la direction au niveau du Gouvernement, dans ces villes et dans ces quartiers, nous permettrons à la gauche de durer.
(Applaudissements)

Véronique Neiertz - Merci Bruno.
après ce débat de grande qualité qui a eu lieu ce matin, nous vous invitons à aller déjeuner dans les locaux de ce bâtiment.

Collection Jean-Jaurès